



Raphaël **BABET**

24 juin 1894 - 30 août 1957

Homme politique

Dernier né d'une famille de cinq enfants, Raphaël Babet voit le jour le 24 juin 1894 à St-Pierre. Orphelin de père et de mère à l'âge de 5 ans, il va connaître une vie difficile et aventureuse. A 16 ans il s'embarque comme *boy*, sans solde, sur un cargo à destination de Marseille. De retour à la Réunion il s'engage comme timonier à bord du voilier *Le Rêve* pour des campagnes de pêche aux îles St-Paul et Amsterdam. Puis il se fixe à Madagascar comme avait voulu le faire son père Auguste Babet, ancien maire de St-Pierre et créateur du port de cette ville. Il s'installe à Foulepointe où sa mère est morte 12 ans auparavant.

Pendant la guerre de 14/18 il est incorporé au bataillon d'infanterie coloniale de l'Emyrne. Poilu d'Orient, il est grièvement blessé en 1916 et cité à l'ordre de l'armée. A peine rétabli, il reprend du service dans une arme alors exclusivement réservée aux audacieux et aux volontaires : l'aviation de chasse, comme Roland Garros. Il s'installe en métropole jusqu'à la fin de l'autre grande guerre. Il s'y est encore distingué.

Dans les années 30, il se lance dans la politique locale. Il va créer le 4 avril 1933 le bihebdomadaire *La Démocratie* dont l'objectif est d'être «*l'organe républicain indépendant du prolétariat de la Réunion*». Léonce Salez dans le premier numéro du journal écrit : «*Notre ami et fondateur Raphaël Babet, fils de la démocratie créole a tenu parole. C'est en effet grâce à sa générosité et à son esprit d'initiative que notre petit journal voit le jour*».

En 1946, il est maire de St-Joseph et se préoccupe du développement de cette commune : hôpital, mairie, école d'agriculture la plus importante de l'océan Indien, marché couvert... Mais un problème le hantait, le même que celui qui avait conduit son père 50 ans plus tôt à Madagascar : le chômage.

Il encourage l'émigration réunionnaise dans le périmètre de la Sakay. Une ville est même créée en mémoire de son père : Babetville. Élu à la députation, de 1946 à sa mort il défend avec acharnement les dossiers de l'île. Comme tous les politiciens, il avait son journal, *La Démocratie* qui popularisait ses idées de justice sociale.

BABET

Le député maire de St-Joseph meurt le 30 août 1957. Il est enterré debout face à la mer. Une stèle à sa mémoire a été inaugurée à Babeville par Edmond Michelet, ministre des Anciens Combattants en août 1958.

DES REUNIONNAIS AUX ILES AUSTRALES

«L'île de St-Paul, où j'ai personnellement séjourné et pêché en 1911-1912 pourrait également recevoir quelques familles, le jour où une liaison régulière et sûre lui permettrait de communiquer avec sa voisine. Elle aurait l'avantage appréciable de posséder un vaste port naturel où les bateaux de pêche sont parfaitement à l'abri»

R. Babet, 29 mars 1955
La Démocratie

Source

Edmond Michelet, Discours nécrologique, *Journal de l'île de la Réunion*, 25 août 1958.

Photo : R. Babet (*Archives Départementales de la Réunion*)



Henry François de BALZAC

21 décembre 1807 - 11 mars 1858

Géomètre-arpenteur

Longtemps on le crut le quatrième enfant de Bernard-François Balssa, commissaire des vivres de la 22^e Division militaire à Tours. Né le 21 décembre 1807, après Honoré, Laure et Laurence, on dit qu'il fut le préféré de sa mère. Son père, écrivain, signa ses derniers ouvrages *Balzac* (sans la particule). L'orthographe fut admise pour son acte de mariage et l'état-civil de ses enfants.

Après des études à l'École des Mines et une jeunesse chahuteuse, il décide de chercher fortune aux Mascareignes. Il quitte Nantes le 21 mars 1831 à bord du *Magellan* et arrive à l'île Maurice, possession anglaise le 12 juin 1831. Il s'installe près de la rade du Port-Louis au lieu-dit Trou Fanfaron chez la veuve Constant Dupont, née Françoise Éléonore Baland, créole de l'île Bourbon. Six mois plus tard, il épouse sa logeuse. Il avait 25 ans ; elle 40 ans, un fils né du premier mariage et une belle fortune. Sa mère oublie la douleur de la séparation en sachant son fils heureux et rangé.

Henry enseigne au pensionnat Singery à Port-Louis et s'enracine dans l'histoire de l'île. « Nous avons reçu des nouvelles d'Henry. Il fait merveille là-bas, gagne de l'argent, se conduit bien, est accueilli et reçu dans les meilleures maisons mauriciennes ; enfin, il vient d'épouser une femme qui lui apporte cent cinquante mille francs. Ma mère est toute heureuse de ces nouvelles » écrit sa sœur Laure, épouse Surville en juin 1832.

Le couple quitte l'océan Indien en 1834 et retrouve la famille Balzac en France. Grâce à son beau-frère Surville, ingénieur des Ponts et Chaussées à Andélys, Henry trouve facilement un emploi. Un fils voit le jour en février 1835 et son frère aîné, Honoré le célèbre romancier accepte d'en être le parrain. La hache de guerre semble enterrée entre les deux frères. Mais le nonchaloir tropical les incite à regagner l'île Maurice en 1837.

Architecte du gouvernement, menant grand train de vie, la fortune de sa femme est vite dilapidée. Désireux de se mettre à son compte comme arpenteur-juré, il s'en voit refuser l'autorisation par le gouverneur car il n'est pas de nationalité anglaise. Vexé, il quitte Maurice pour l'île Bourbon - la future Réunion en 1840. Une intervention opportune de son frère Honoré auprès du gouverneur de l'île, Bazoché, lui permet d'obtenir un poste d'arpenteur-juré, puis de commis de marine. Il travailla notamment sur le plan de St-Denis à partir de 1845 - dit le plan Pennaros (1854). Elie Pajot a souligné les

BALZAC (de) Henry François

mérites d'Henry de Balzac : « *Cet arpenteur, Pennaros, n'aurait pas dû omettre ce qui en revient à M. Henry de Balzac, frère du romancier, lequel en a fait la partie la plus difficile, c'est-à-dire, le métré sur place, et le relèvement des bâtiments, il devrait figurer nominativement, et peut-être même en première ligne* ». Les dettes sont épongées à Maurice, et la famille Balzac semble retrouver le bonheur à Ste-Suzanne. Pas la fortune encore ! Mais la pulsion de partir est plus forte. Henry de Balzac quitte sa famille pour chercher fortune du côté de Madagascar, puis des Comores. Le 17 août 1857, il prête serment comme arpenteur-géomètre devant le tribunal de Mayotte. Il effectue aussi des relevés de plans, pour maître Brulon, avocat à St-Denis.

Il meurt dans le dénuement à l'hôpital militaire de Mayotte. Son vrai père, M. de Margone, lui avait fait parvenir une lettre-testament lui révélant le secret de sa naissance et lui léguant un héritage considérable. La lettre parvint à Mayotte après la mort d'Henry - enfin la fortune ! - Son épouse mourut à St-Denis le 2 septembre 1867.

LES EFFETS DU MORT

1° Une couverture, deux pantalons en drap, trois mauresques, trois paletots de travail, douze chemises, trois draps de lit, six taies d'oreiller, un essuie-mains, un caleçon, neuf mouchoirs, un gilet, une cravate, cinq paires de chaussettes, une ceinture, cinq suspensoirs, deux paires de bretelles, un matelas, deux oreillers, un couvre-pieds, une natte, deux rasoirs, deux cuirs à repasser, une brosse à cheveux, un peigne, une petite loupe, un miroir, une corne à soulier, trois paires de lunettes, une blague à tabac, un couteau, trois pipes, trois bougies entamées, un paquet de mercerie, un petit morceau de savon, trois paires de souliers, un verre, un bol, une lampe en fer blanc, le tout en mauvais état, estimé soixante francs.

2° Neuf règles, cinq équerres, une loupe, un encrier, cinq godets, un mètre circulaire, deux mètres en bois, un carnet, douze tablettes de tabac, une boîte de pain à cacheter, un lot d'allumettes, une boussole, un pot d'encre, quatre bouteilles, un rapport à graphomètre, un graphomètre à boussole, un idem à niveau d'eau, un paquet de fiches d'arpentage, une chaîne d'arpenteur, quatre cartes marines, une boîte, une boîte à plan, seize feuillets de papier à plan, cinq plans, dix-huit volumes, livres divers, une boîte de couleurs, contenant trois compas, quelques tire-lignes et d'autres instruments à dessin, une boîte de couleurs, le tout estimé à cent vingt francs.

3° Un pupitre à tiroirs avec un tiroir en dessous contenant un petit nécessaire pour toilette avec pièces ayant les couvercles en argent, estimé trente francs.

4° Quarante cahiers papiers à lettres et nécessaire de papier ordinaire, estimé à cinq francs.

5° Une grande malle, estimée quinze francs. Total : deux cent trente francs.

Truttman-Hallez.

Source

Dictionnaire de Biographie mauricienne.

Illustration : Extrait du plan de St-Denis, Pennaros / Balzac

MS



Armand **BARAU**

15 mars 1921 - 17 août 1989

Industriel
Maire de St-André

Charles-Armand-Jean-Marie-Adrien Barau naquit le 15 mars 1921 à Sainte-Marie.

Héritier d'une lignée de propriétaires terriens et de bourgeois de robe, il était le premier fils d'Armand Barau et de Marthe Payen, elle même fille de Jules Payen, pharmacien de marine, ancien de la campagne de Madagascar et de Jeanne Mac-Auliffe, première fille du Dr Jean Marie Mac-Auliffe.

Après des études secondaires au lycée Leconte-de-Lisle, il s'embarque pour la Métropole afin d'y préparer un diplôme d'ingénieur en agronomie. C'est à l'AGRO de Paris qu'il devait rencontrer et avoir comme condisciple Jean-Marc Miguet, ancien Conservateur des Eaux et Forêts de la Réunion. Cette amitié fut à l'origine d'une fructueuse collaboration en ce qui concerne des innovations en matière de mise en valeur pastorale, plantations de choux palmistes ou reboisements...

En 1946, Armand Barau épouse, en Métropole, Nicole Boudet, et l'année suivante le jeune couple revient à la Réunion. Ils auront six enfants.

L'industrie sucrière lui ouvre les bras et après avoir travaillé sous les ordres de Monsieur Morange, il devient à la mort de celui-ci en 1958, Directeur général de la Société Adrien Bellier (fondée par son trisaïeul - M. Adrien Bellier). Il se retrouve à la tête d'un patrimoine industriel important dont l'usine de Bois-Rouge qu'il modernisa avant qu'elle ne soit intégrée, en 1979, au groupe Quartier-Français.

Ce n'est pas la «mécanique» pourtant, mais la terre qui fut la passion majeure de son existence professionnelle. Levé à l'aurore, il connaissait et chérissait chaque parcelle de son exploitation. Il a contribué à faire progresser la culture de la canne à sucre, de la plantation à la récolte. Novateur, il lança des expériences, en matière de reboisements, d'élevage de cerfs en semi-liberté en vue de la production de viande, d'introduction de nouveaux gibiers. Il tenait une comptabilité de tous ses essais et personne ne contestait ses conclusions.

Au début des années 60, il devient président du Syndicat des fabricants du sucre et des producteurs de rhum. Il s'illustre également dans le domaine de la politique : en 1961, il est élu maire de Saint-André puis conseiller général. C'est sous son majorat

BARAU Armand

qu'est lancé le projet d'irrigation du périmètre de Champ-Borne. Il a l'occasion de se dévouer aussi pour réparer les dégâts du cyclone Jenny.

Il fut aussi vice-président de la Chambre de Commerce et d'Industrie, cofondateur puis président du COLIER (*Comité de liaison pour les intérêts économiques de la Réunion*). A la tête du COLIER il a été l'homme de bien des avancées sociales, comme la mise en place de la Caisse de Retraites Complémentaires, des ASSEDIC, le premier Pacte pour l'emploi en 1984, le projet de création d'une zone franche, etc...

En 1963, ce passionné d'ornithologie, alors qu'il était à la recherche du Pétrel noir de Bourbon, dont aucun exemplaire n'avait été signalé depuis 1893, découvre un autre pétrel totalement inconnu qui sera baptisé de son nom. En 1982 il publie en collaboration avec le vétérinaire Nicolas Barré, un ouvrage consacré à l'avifaune réunionnaise qui fait autorité.

Scientifique, membre correspondant du Muséum d'histoire naturelle de Paris, Armand Barau était aussi un fin lettré amateur de grec ancien, nourri de la culture classique. Membre titulaire de l'Académie de l'île de la Réunion, il fut un défenseur de la langue française. D'une parfaite aisance avec les grands et les petits de ce monde, il dissimulait sous un aspect parfois rude, une très grande bonté et générosité. Il se savait malade mais n'aimait pas que l'on s'apitoie sur son sort.

Il mourut le jeudi 17 août 1989 au matin, terrassé par une crise cardiaque. Il avait 68 ans.

LA POLITIQUE

" La politique c'est passionnant cependant si l'on veut bien faire ce métier, l'on y consacre beaucoup de temps. Il faut savoir choisir entre activités politiques ou professionnelles. D'ailleurs, s'occuper d'une entreprise, c'est aussi de la politique, c'est tout aussi prenant."

Armand Barau

Sources

Monsieur J.M. Miguet, Monsieur Alain Barau

Illustration : Armand Barau (*Archives Familiales*)

AMV



Albert **BARBOT**

26 juin 1919 - 15 avril 1945.

Héros de la guerre 39/45

Albert Barbot naquit à Saint-Pierre le 26 juin 1919. Son père, André Barbot, commerçant connu, fut longtemps président de la Chambre de Commerce à Saint-Denis. Sa mère, Suzanne du Mesnil d'Engente, qui avait habité le domaine de Mahavel jusqu'à son mariage, était très artiste et s'adonnait volontiers à la poésie et à la littérature. Elle a d'ailleurs écrit sous le pseudonyme *Barnil* (composé de Barbot-Dumesnil) un recueil "*Nouvelles de chez nous*" qui eut un certain succès.

Albert fit au lycée Leconte de Lisle de solides études secondaires. Passionné de lecture, il citait par cœur des pages entières d'auteurs classiques et modernes. Dès que l'occasion apparut, il essaya sa plume. Avant la guerre, c'est un jeune garçon très sportif, faisant beaucoup de tennis, d'alpinisme, seul ou avec des camarades. La topographie de son île n'avait plus de secret pour lui. Tous les sommets, toutes les ravines lui furent familiers. Il est le premier à être arrivé au sommet du Gros Morne. Sous des dehors un peu insoucians de fils de famille, il avait une personnalité riche, éprise d'idéal, désireuse de se dépasser. Il vivait les excursions en montagnes comme une école d'endurance, de maîtrise de soi et de courage.

C'est au cours d'ailleurs de l'ascension du Gros Morne qu'il apprendra, par le tir d'un petit canon dans le cirque de Cilaos, le déclenchement de la guerre. Cette guerre dont il ne devait pas revenir...

L'appel du 18 juin du Général De Gaulle enthousiasme Albert Barbot. Il fait paraître un petit bulletin mensuel : "*La Tribune catholique des jeunes*". Il y écrivait sous le pseudonyme de "*Fada*". C'était à sa manière et à celle de ses camarades, l'occasion de contester pacifiquement le contexte politique local de l'époque.

En novembre 1942 son sens du devoir le pousse tout naturellement à s'engager pour défendre son pays. Il rallie le Régiment d'Infanterie de Marine stationné à Saint-Denis. En 1942 c'est le départ pour Madagascar au sein du célèbre Bataillon de marche n° 2. Désirant intensément se battre en Afrique, il passe outre aux ordres de son commandant et s'embarque clandestinement, avec son camarade Albert de Fontbrune, sur un bateau qui appareille de Tamatave... Considérant leur motivation, ils furent pardonnés de leur insubordination et incorporés au contingent faisant route vers Dar-es-Salam.

Après Dar-es-Salam c'est la traversée de l'Afrique Équatoriale. Ainsi du Tanganyka au Congo belge, de l'Oubangui-Chari à Bangui (où le Général De Gaulle

BARBOT Albert

leur rend visite), de Pointe Noire à Casablanca et Alger, il débarque à Sète le 20 janvier 1945 et participe à la libération de Royan du 14 au 17 avril 1945. Cette libération, il ne la verra pas car le 15 avril, dans un accrochage avec l'ennemi sur la route de Didonne le sergent-chef Barbot fait partie des 23 tués de son Bataillon...

Il fut cité à titre posthume à l'ordre de l'Armée : *"S'est distingué dans un groupe de résistance à l'île de la Réunion. Excellent sous-officier, courageux et plein d'allant, toujours volontaire pour toutes les missions dangereuses, avait déjà participé à plusieurs patrouilles des plus périlleuses, où il s'était signalé par son cran et par son sang-froid. Le 15 avril 1945, pendant l'attaque de la position fortifiée de la région Nord-Est des Moulins de Didonne, a été mortellement blessé en tête de son groupe, en réduisant une résistance sous un violent bombardement"*. (J.O. du 2 décembre 1945)

Titulaire de la Croix de guerre et de la Médaille militaire il repose aujourd'hui au cimetière de Saint-Pierre... Son nom a été donné au foyer de Bois d'Olives fondé par le Père Favron.

ECRIRE

« Pour signer un article que nombre de personnes vont lire, commenter, critiquer, il faut d'abord l'écrire, le travailler ensuite. Pour l'écrire il faut avoir lu et étudié, pour le travailler il faut avoir travaillé. C'est une sorte de pyramide à grande base, la signature en est le sommet. Ainsi dans quelques lignes livrées au public que d'instants consacrés à s'instruire... »

Albert Barbot
La Tribune Catholique, Septembre 1941

Source

Madame Paul Isautier, sœur d'Albert Barbot.

Illustration : Albert Barbot (*Archives Familiales*)

AMV



Raphaël BARQUISSAU

4 juin 1888 - 20 novembre 1961

**Ecrivain
Président de l'Académie des Sciences
d'outre-mer**

Fils de Lucien-Jean-Raphaël-Charles-Désiré Barquissau et d'Adèle-Emma Barre, Antony-Jean-Charles-Raphaël Barquissau est né à St-Pierre le 4 juin 1888. Après des études au collège Barquissau — l'établissement d'enseignement privé créé par son grand-père Désiré Barquissau — il vint au lycée Leconte de Lisle à St-Denis.

A Paris, il obtint l'agrégation et fit une thèse de doctorat en lettres en 1920 sur les poètes créoles du XVIII^e siècle : Parry et Bertin. Il retourna au pays natal et exerça comme professeur à St-Denis de 1920 à 1926. Il enseigna par la suite à Paris puis à Saïgon en Indochine Française où il devint le proviseur du lycée Chasseloup-Laubat. Il fut ensuite nommé au lycée Carnot où il exerça jusqu'à sa retraite.

Poète, militant de l'écriture et de la paix, il décida de faire la guerre "contre les fléaux qui tuent : la famine, le chômage, la maladie, l'ignorance, l'avidité des peuples pauvres et l'avarice des peuples riches". Près d'une quinzaine d'ouvrages généralement sur la poésie, édités à Paris, à Hanoï, Saïgon ou St-Denis jalonnent sa vie. Il eut comme élèves Edgar Faure, le général Salan (au lycée de Nîmes) et le général Giap (Hanoï). Ces deux derniers vont se combattre au hasard de l'histoire alors que Faure avouait : "celui de mes professeurs qui a le plus contribué à ma formation intellectuelle est un certain M. Barquissau qui, depuis, est parti pour les îles".

Fondateur de l'Académie de la Paix dont la première publication paraît en 1950, il en assurera la présidence jusqu'à sa mort. Il fut également membre de l'Académie de la Réunion et de l'Académie de Madagascar. Élu le 4 mai 1945 à l'Académie des Sciences d'Outre-Mer en remplacement de Charléty, décédé, il fut officiellement reçu à cette assemblée le 5 avril 1946 par son compatriote l'amiral Lacaze. Dans les années 50, Barquissau organisait chaque troisième mercredi du mois, des soirées poétiques au premier étage du café St-Sulpice, 2 rue du Vieux-Colombier à Paris. Pendant pas moins de dix ans, plus de cinquante poètes se sont livrés à ces débats poétiques. Membre de multiples associations culturelles, titulaire de nombreuses récompenses de l'Académie Française, il mourut à Paris le 20 novembre 1961. Une grande partie de son imposante bibliothèque a été offerte à la ville de St-Pierre par sa fille Hélène Minet-Barquissau en 1988.

L'ACCUEIL DE L'AMIRAL

"Votre talent s'exerce aussi bien dans le domaine de l'histoire et de la géographie coloniales que dans celui d'une poésie faite de sensibilité et d'éloquence, sans recherche d'obscurité, car vous êtes profondément humain, sans monotonie, car vous faites revivre des paysages vrais avec une palette très riche, et des émotions sincères avec cette voix du cœur qui seule au cœur arrive."

Amiral Lacaze, 5 avril 1946

Bibliographie

- *L'année mélancolique* (Drouet, 1920)
- *Le Livre des fiancées* (Drouet, 1922)
- *Poèmes d'Asie et des Îles* (Larose, 1930)
- *Art d'aimer* (Larose, 1935)(couronné par l'Académie française)
- *Rencontre à St-Germain* (A l'Île des Poètes, 1947)
- *Clairières dans la solitude* (A l'Île des Poètes, 1947)
- *Outremer* (A l'Île des Poètes, 1948)
- *Duo ou Duel ?* (A l'Île des Poètes, 1951)
- *Au-delà de la mer...Au-delà de l'amour* (A l'Île des Poètes, 1953)
- *Vacances. Songe d'un soir d'automne* (A l'Île des Poètes, 1955)
- *Homme parmi les hommes* (A l'Île des Poètes, 1956)
- *Revenants* (A l'Île des Poètes, 1957)
- *Haï-Kaï de France* (A l'Île des Poètes, 1958).
- *Joseph Bédier* (Dubourg, 1921)
- *Le roman colonial français* (Hanoi, 1926)
- *Lettres familières de Parny* (A. Colin, 1929)
- *Propos sur le romantisme français* (Hanoi, 1930)
- *Les poètes de l'Indochine et l'Indochine des poètes* (Saigon, 1932)
- *L'Asie française et ses écrivains* (A l'Île des poètes, 1947)
- *Les poètes créoles du XVIII^e siècle* (A l'Île des poètes, 1949)(couronné par l'Académie Française)
- *Le poète Lacaussade et l'exotisme tropical* (A l'Île des poètes, 1952)(couronné par l'Académie Française)
- *Une colonie colonisatrice* (Drouet, 1921)
- *L'Île de la Réunion* (Larose, 1923)
- *La Société des études indochinoises* (Saigon, 1933)
- *Les Isles* (Grasset, 1941)(couronné par l'Académie Française)
- *Almanach colonial* (Julliard, 1946)
- *Madagascar et la Réunion* (1947)
- *A Tananarive pendant la foire* (Figuière, 1924)
- *Les chemins de la paix* (A l'Île des poètes, 1954)

Source

Archives Familiales

Illustration : R. Barquissau (Jibé)



Monseigneur **de BEAUMONT**

12 décembre 1872 - 24 juillet 1934

Evêque de la Réunion

Georges-Marie-Joseph Bonnin de la Bonninière de Beaumont est né le 12 décembre 1872 au château d'Idron dans le Béarn. Il est le fils du comte André de Beaumont et de la comtesse née Peich-Goudrin. Une éducation de "fils de famille" par un précepteur à domicile, puis la tradition religieuse familiale l'orientent naturellement vers l'engagement apostolique. En 1885, il entre au petit séminaire de St-Pé-de-Bigorre avant de rejoindre le séminaire français de Rome pour son doctorat en philosophie et en théologie. Après son passage au noviciat des Pères du St-Esprit de Grignon-Orly, il est ordonné prêtre en 1899.

Le père de Beaumont enseigne au Séminaire des Colonies de la rue Lhomond à Paris puis au scolasticat de Chevilly avant d'être nommé préfet de discipline au séminaire français de Rome où il avait fait ses études. Il exerce un moment à Monaco avant que n'éclate la guerre en 1914. A sa demande, il sert comme aumônier de la 65^e division de réserve à Verdun. Pour sa bravoure au front il obtient la croix de Guerre. En plein engagement militaire il apprend sa nomination comme coadjuteur de Mgr Fabre, évêque de St-Denis de la Réunion.

Avant son départ pour l'île lointaine, il est fait évêque le 14 octobre 1917 par Mgr Gieure, évêque de Bayonne, à l'église St-Martin de Pau. Sa prise de fonction le 12 avril 1918 est difficile, l'épiscopat de Mgr Fabre ayant été caractérisé par des dysfonctionnements pénibles. A la mort de ce dernier le 26 décembre 1919, Mgr de Beaumont devient évêque de la Réunion. Il est le premier évêque spiritain de l'île.

Sa tâche première est de refermer le douloureux dossier de la loi de séparation de l'Eglise et de l'Etat votée en 1905 et effective à la Réunion par le décret du 6 février 1911. Il s'active à donner un nouveau rôle à l'Eglise dans le paysage institutionnel laïc français et à normaliser les relations avec le pouvoir civil. Il réussit pleinement dans cette tâche et les relations entre l'Eglise, l'Etat et l'opinion publique s'améliorèrent.

Sa seconde tâche est de créoliser l'Eglise de la Réunion. Mgr Sahut, son secrétaire, donne un nouveau souffle au séminaire de Cilaos. Sa troisième tâche est de rechristianiser l'île. Il effectue de grands déplacements où le faste se conjugue avec la ferveur. Sa dernière grande préoccupation est la coopération régionale avec les autres îles de l'océan Indien. Il a des rencontres fréquentes et suivies avec Mgr Leen, évêque

de BEAUMONT (Mgr.)

de Port-Louis, Mgr Fortineau, évêque de Diego-Suarez et Mgr Fourcadier, évêque de Tananarive.

Le 24 juillet 1934, il meurt à St-Pierre. Le deuil de la Réunion sera à la mesure de la grande affection que la population portait à son évêque. Le gouverneur Choteau et l'amiral Lacaze conduiront l'immense cortège funèbre qui quitte la cathédrale. La rue de la Fontaine à St-Denis changera de nom pour devenir rue Mgr de Beaumont.

SES DERNIERES VOLONTES

"Vous m'enterrerez dans ma cathédrale auprès de Mgr Maupoint. Avec mes armes, vous ferez graver sur ma pierre tombale mon nom, avec les dates de ma naissance et de ma mort. Vous pourrez ajouter un texte de l'Écriture, avec une courte prière... Ce sera intéressant, j'aurai l'avantage d'avoir deux enterrements : l'un à St-Pierre, l'autre à St-Denis..."

Mgr de Beaumont

Source

- Claude Prudhomme, *Histoire Religieuse de la Réunion*, Karthala, Paris, 1984
- Mgr Gilbert Aubry in *Le Mémorial de la Réunion*, Tome 5, St-Denis Ed. Australe, 1979

Illustration : Mgr de Beaumont (Jibé)



Charles Marie Joseph BEDIER

28 janvier 1864 - 30 août 1938

**Hommes de lettres
Académicien**

Faut-il y voir un heureux présage que le jeune Joseph ait souhaité voir le jour le 28 janvier 1864 à Paris lors d'un voyage de ses parents réunionnais ? Son père, Aristide-Adolphe Bédier, avocat à la Cour d'Appel de Versailles mourut à 35 ans. Sa mère, Marie-Céline Le Cocq du Tertre, jeune veuve, rentra à la Réunion ; elle épousa son cousin Denis Godefroy Le Cocq du Tertre qui donna au jeune Joseph toute l'affection paternelle nécessaire à son épanouissement. Après des études secondaires à St-Denis de la Réunion, il repart au lycée Louis-le-Grand à Paris pour préparer le concours d'entrée à l'École Normale Supérieure. Il en sort en 1886 agrégé de lettres. Disciple de Gaston Paris au Collège de France, il enseigna en Allemagne à l'université de Halle, en Suisse à l'université de Fribourg et à l'université de Caen.

En 1892, Bédier publia *Lai de l'Ombre* mais la notoriété viendra avec sa thèse sur *Les Fabliaux, études de littérature populaire et d'histoire littéraire du Moyen-Age*. Ce travail révolutionnaire infirme les idées reçues et notamment l'enseignement de son maître Gaston Paris. Ce dernier avait développé une théorie selon laquelle les contes populaires seraient nés en Inde puis se seraient répandus dans le monde musulman avant d'être rapportés par les Croisés. Bédier a démontré que sur 147 fabliaux seulement 11 sont issus de la littérature orientale. En 1893 il est appelé à l'École Normale Supérieure, Joseph Bédier est alors âgé de 29 ans.

En 1900 sort son adaptation de *Tristan et Yseut*, roman de la Table Ronde. Trois ans plus tard, à la mort de Gaston Paris, Bédier remplace son maître comme professeur de langues et de littérature française du Moyen-Age au Collège de France.

Bédier va alors se pencher sur l'origine des légendes épiques. Il fait paraître son œuvre majeure : *Légendes épiques, Recherches sur la formation des Chansons de gestes*. Il fait éclater une autre idée reçue qui voulait que les Chansons de gestes soient le compte rendu historique et fidèle d'événements. Il démontre qu'en fait ce sont des commandes passées plusieurs siècles après coup à des auteurs thuriféraires pour promouvoir les circuits de pèlerinage. Il va retracer notamment l'itinéraire du pèlerinage de St-Jacques de Compostelle (via Tolosana) et celui de Ste-Marie-Madeleine du Vézelay.

BEDIER Joseph

Il contribuera à l'effort de propagande française contre l'Allemagne pendant la Première Guerre mondiale. En 1920 il fut élu à l'Académie Française au fauteuil d'Edmond Rostand, et en 1927 il reçut la grand-croix de la Légion d'Honneur.

Le 31 août 1938, la presse locale annonçait la mort du meilleur médiéviste français.

«Seigneurs, vous plaît-il d'entendre un beau conte d'amour et de mort ? C'est de Tristan et d'Iseut la reine. Ecoutez comment à grand' joie, à grand deuil ils s'aimèrent, puis en moururent un même jour, lui par elle, elle par lui»

J. Bédier, *Le Roman de Tristan et Iseut*, Paris, 1942

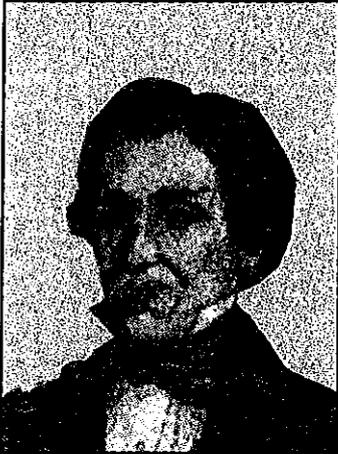
Bibliographie

- *Lai de l'Ombre*, 1892
- *Fabliaux, études de littérature populaire et d'histoire littéraire du Moyen-Age*
- *Tristan et Yseut*, 1900
- *Etudes Critiques*, 1903
- *Légendes épiques, Recherches sur la formation des chansons de gestes* - 4 vol, 1908-1913 - Grand Prix Gobert, 1911 et Prix Jean Reynaud, 1914
- *Crimes allemands d'après les témoignages allemands*, 1915
- *L'Effort français, quelques aspects de la guerre*, 1917

Source

J.C. Roda, *Dictionnaire Biographique d'Outre-Mer*, Paris, Publication de l'Académie des Sciences d'Outre-Mer, 1981

Photo : Joseph Bédier (Roger-Viollet)



Gabriel Amédée Marie
BÉDIER

5 mars 1791-3 août 1857

Militaire
Maire de St-Denis

Gabriel-Amédée-Marie Bédier naquit à St-Denis le 5 mars 1791. Son père Bédier Desjardins était ancien capitaine d'infanterie et ancien mousquetaire de Louis XV. Son enfance fut marquée tant par les incertitudes de la Révolution que par les exploits des corsaires français dans l'océan Indien.

En juillet 1810, lors de la bataille de la Redoute, il prit une part héroïque au combat contre les Anglais à côté de Gilet et de Patu de Rosemont qui payèrent de leur vie leur bravoure. Amédée Bédier fut en deux fois grièvement blessé.

Malgré le retour de l'île à la France en avril 1815 conformément au Traité de Paris, la menace anglaise resta présente. Aussi prenant prétexte du retour de Bonaparte de l'île d'Elbe pendant les Cent Jours, les Anglais sommèrent Bouvet de Lozier de remettre la tutelle anglaise en novembre 1815. Bédier déploya une intense détermination dans les rangs de l'état-major du régiment d'Angoulême pour s'opposer à cette requête.

Le 15 juillet 1817 sa bravoure lui valut un rang honorable dans le corps des officiers du bataillon de Bourbon que l'on venait de réorganiser. Le 15 août 1823 il fut nommé inspecteur général de la police.

Son retour à la condition civile fut marquée par sa nomination le 20 août 1832 comme maire de St-Denis. Ce fut le début du deuxième plus long mandat de St-Denis qui dura jusqu'au 13 octobre 1848 soit plus de 16 ans à la tête du chef-lieu. Honoré par le gouvernement de Juillet qui le fit chevalier de la Légion d'Honneur, il refusa de servir la république et préféra démissionner.

Mais il continuera à servir la collectivité. Appelé le 9 janvier 1851 à remplir les fonctions de juge de paix du canton de St-Denis, il fut aidé dans l'exercice de cette magistrature de conciliation par sa connaissance des hommes et sa rectitude militaire.

Amédée Bédier meurt début août 1857.

BEDIER Amédée

«Son enfance se développa au milieu de cette brillante société coloniale de la fin du XVIII^e siècle, que son père savait réunir autour de lui. Son cœur et son esprit grandirent parmi le fracas inattendu d'un trône et d'un monde qui s'écroulaient en France, au milieu d'une époque glorieuse pour la marine française qui s'immortalisait par des prodiges de valeur, et où de jeunes et braves marins ressuscitaient sur les côtes des îles de France et de Bourbon les belles actions de leurs héroïques devanciers. De tous ces événements, M. Amédée Bédier en recueillit les impressions à un âge où l'on comprend déjà, et où l'on se souvient toujours. L'empreinte de ces émotions et le spectacle de cette gloire brillamment acquise dans les mers qui baignent nos côtes ne s'effacèrent jamais : ils lui furent une éducation. Cette éducation imprévue influa sur le cours entier de la vie de M. A. Bédier. Il y puisa cette fermeté de principes, cette solidité et ce culte du point d'honneur qui mêlaient plus tard un attrait si sérieux aux grâces de sa jeunesse et donnaient une direction si salutaire aux pensées de son âge mûr.»

Georges Azéma, Discours nécrologique

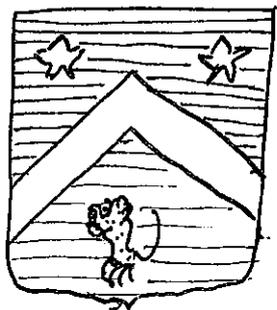
Source

M. Serviabile, *Les Maires de St-Denis*, St-Denis, collection Indigotier, 1992

Photo : Amédée Bédier (*Archives Départementales de la Réunion*)

Henri-Antoine **BEDIER**

21 janvier 1758 - 25 avril 1825



Commissaire de la Marine
Magistrat

Troisième fils de Jacques-François Bédier Desjardins et de Marie Lenoir, Henri-Antoine Bédier de Beauverger naquit le 21 janvier 1758 à Sainte-Suzanne. Il fut attiré très tôt par le métier des armes et partit pour la France. Le 21 janvier 1770, il fut enrôlé comme surnuméraire dans la deuxième Compagnie des Mousquetaires. Il avait 12 ans. Le 10 janvier 1772, il obtint l'autorisation de passer aux îles.

Nommé lieutenant des milices le 12 septembre 1772, il devint le 6 juillet 1776 capitaine major des milices de Sainte-Suzanne, avant d'être nommé capitaine d'infanterie le 11 mars 1777. Le 18 mars 1781, il embarqua avec cinquante hommes sur *La Phillipine*. Il fut blessé au bras gauche d'un coup de fusil pendant cette campagne ; il revint comme capitaine de la prise *La Charlotte*.

Le 11 mai 1782, il passa à l'Isle de France comme officier de port. Il en profita pour épouser le 2 juillet 1782 à Port-Louis (Isle de France) Marie-Josèphe Fournier, fille de Jean-André Fournier, capitaine commandant du corps Royal d'artillerie et de Marie Latour. Ils eurent sept enfants : Henry-Louis, Jacques-Benjamin, Jacques-Arthur, Julie, Estelle, Myrthée, et Henry-Antoine.

Aristide Bédier dans ses mémoires le décrivait ainsi : «*Il était gros, replet, court, sanguin comme son père.*»

Le 26 octobre 1782 il repassa dans son île natale, appelée Isle Bonaparte pour y continuer le service de capitaine à Sainte-Suzanne jusqu'au 28 novembre 1789. Nommé chef des Bureaux du Roi, chargé des ateliers du port, il fut un témoin privilégié du passage de l'île dans la Révolution et les guerres napoléoniennes. Le 6 novembre 1792, il devint commissaire auditeur des guerres puis, chargé en chef des bureaux des fonds, vivres et armements. Son ascension dans l'administration est contrariée en 1808 par «l'affaire Cassagnol». Dans cette affaire tragique -le cadavre tronçonné d'un homme blanc jeté à la mer- qui trouvera un épilogue insatisfaisant par l'exécution de l'esclave Félicien, complice involontaire, Henri Bédier fut accusé par le Procureur Impérial d'entrave à la Justice. Dans ce bras de fer entre la police, représentée par Bédier et l'autorité judiciaire, Henri Bédier fut désavoué et destitué après «trente-sept années de service actif». Mais ses arguments furent retenus par le Préfet Colonial M. Léger qui nomma Henri Bédier aux fonctions de commissaire de Marine le 12 août 1808.

BEDIER Henri-Antoine

Pendant la tutelle anglaise (1810-1815) Henri Bédier fut nommé commandant du quartier de Sainte-Suzanne (juillet 1810) pour la police intérieure ; puis le 12 avril 1815, au retour de l'île à la France, le gouverneur Bouvet de Lozier le nomma capitaine commandant de la maréchaussée. Le 19 mars 1816 il devint contrôleur de la marine et l'année suivante, le 13 janvier 1817, conseiller à la Cour Royale de Bourbon.

Titulaire de la croix de la légion d'honneur (1816) et de l'ordre de Saint-Louis (22 mai 1825), Henri Bédier mourut le 25 avril 1825. La fin de sa vie fut attristée par ses démêlés avec le gouverneur de Lozier qui le fit emprisonner.

EN PRISON

« Monseigneur,
Victime comme tant d'autres du despotisme et des actes arbitraires auxquels se livre journellement le général Bouvet de Lozier, je ne me permettrais aucune plainte, je supporterais avec le courage d'une conscience sans reproche les vexations et les injustices que je viens d'éprouver si ce que je dois à mon Roi, à ma Patrie et à mon honneur ne me prescrivait la loi impériale de mettre au jour le plus lumineux ma conduite et celle du général de Bouvet.
A l'âge de 60 ans, avec des infirmités, après avoir servi le roi et ma patrie avec honneur, avec l'estime générale pendant plus de quarante ans, pouvais-je m'attendre sous le meilleur des rois, à une proscription flétrissante, à être arraché du sein de ma famille, jeté dans une prison obscure et malsaine et cela uniquement pour m'être opposé aux déprédations, aux brigandages d'une administration à la tête de laquelle, contre toute espèce de bienséance, le général de Bouvet de Lozier n'a pas craint de mettre un sieur de Lanux qui en était indigne sous tous les rapports et n'y avait aucun droit. »

Henri Bédier
*Mémoire du sieur Henri Bédier de Beauverger,
commissaire contrôleur de la Marine à l'isle de Bourbon,
adressé à son Excellence le Ministre de la Marine et des Colonies.*

Source

Archives familiales

Aristide Bédier, *Mémoires*, (inédit, 1868)

Illustration : Armoiries des Bédier (Christophe Bédier)

MS



Pierre Guillaume Léonard de BELLECOMBE

20 février 1728 - février 1792

**Militaire
Gouverneur de Bourbon**

Le 20 février 1728 naissait à Perville en Agenais, Guillaume, fils de Pierre-Léonard de Bellecombe et d'Anne de Marabal. De conviction protestante il fit carrière dans le métier des armes. Il s'engagea à 19 ans au régiment de Royal-Roussillon ; il gravit les échelons pour devenir capitaine le 1^{er} septembre 1756. Il fit campagne avec Montcalm en Amérique et par sa bravoure il fut fait chevalier de St-Louis le 17 septembre 1760.

Après avoir été en poste sur le front européen, il partit en Martinique en 1763 comme aide major général des troupes avant d'être rappelé en France en 1765. Une autre aventure commence pour lui dans l'océan Indien par sa nomination comme gouverneur de Bourbon le 30 octobre 1766. Il arrive à l'Isle de France sur *L'Outarde* le 29 septembre 1767 et prend possession de son poste à Bourbon le 1^{er} novembre 1767.

Dans l'île, il se piqua de choses agricoles et se fit planteur. Il y acheta une habitation qui serait à l'origine «*de la fortune considérable qu'on lui connut plus tard*».

Nommé brigadier général le 3 janvier 1770, il fut promu commandant général des Iles de France et de Bourbon tout en conservant le gouvernement particulier de cette dernière. Il quitte son poste en 1774 pour rentrer en France et se retire à Bellecombe.

Nommé maréchal de camp le 24 janvier 1776, il accède au gouvernorat de Pondichéry le 18 février de la même année. Avant de repartir pour l'océan Indien il épouse Angélique Catherine de Galaup de Marès. Ils embarquent ensemble sur *La Consolante* et visitent Gorée, l'Île-de-France, Bourbon, Foulepointe à Madagascar avant d'arriver enfin à Pondichéry, le 8 janvier 1777.

Installé par son prédécesseur Jean de Lauriston, il est vite assiégé par les Anglais et il capitule devant Sir Hector Munro le 18 octobre de la même année après avoir épuisé toutes ses munitions.

Rentré en France, ce revers ne va pas entamer sa carrière. Commandeur de St-Louis en 1780 puis grand-croix en 1783, il sera nommé gouverneur général de St-Domingue de 1781 au 2 juillet 1785 après la démission du marquis de Vaudreuil.

Il retourne en France pour mourir à Montauban en février 1792.

de BELLECOMBE

Lors d'une expédition au volcan de la Fournaise, il fut le seul à ne pas vouloir emprunter l'accès à l'Enclos. Cela n'empêchera pas le "Pas" de porter son nom.

LA MISERE A BOURBON

"Le bas créole est dans la plus extrême misère. J'ai vu de mes propres yeux de ces pauvres misérables n'ayant dans une nombreuse famille que deux ou trois chemises et autant de jupes qu'ils mettaient chacun à leur tour, les jours de fête pour aller à la messe».

Bellecombe, 1^{er} décembre 1767
(Lettre au Duc de Praslin)

Source

Lucas, Serviable, *Les Gouverneurs de la Réunion*, St-Denis, CRI, 1986

Illustration : Le volcan, vu du Pas de Bellecombe (Trévisé)



**Paul Julius
BENARD**

9 décembre 1924 - 2 février 1987

**Homme politique
Sénateur**

C'est dans une famille modeste de St-Paul que naquit le 9 décembre 1924, Paul Bénard. Après des études à l'école primaire de Rivière St-Louis et au lycée Leconte de Lisle, il fera sa pharmacie à la faculté de Montpellier.

Mobilisé en 1944, il choisit les forces françaises combattantes. Il finira la guerre avec les galons de capitaine. De cette période, date son engagement gaulliste. Revenu à St-Paul il s'installe comme pharmacien pendant les quelques 20 années qui le séparent de son entrée dans la vie politique active. Il s'attriste devant la déchéance de sa ville natale, ancienne capitale de la Compagnie des Indes. Chroniqueur politique au journal *Le Progrès*, il est élu en 1963, conseiller général au 3^e canton de St-Paul.

En 1965, il devient maire de St-Paul, puis président de la commission des finances du Conseil Général. Son action politique s'inscrit dans le cadre du Front Militant Départementaliste qui sera le pendant du Front de la Jeunesse Autonomiste de la Réunion (FJAR), excroissance du Parti communiste réunionnais dont il est un farouche adversaire. C'est la droite musclée. L'homme a son franc parler qui enchante ou agace amis et adversaires politiques. Il parle du «port coupe-gorge» du «quasi-monopole de la Cimacorem (fret maritime) qui fait payer la Réunion afin de faire baisser ses tarifs en Afrique». Mais les résultats sont là : en 15 ans St-Paul passe de 37 000 à 61 000 habitants. «*Quand nous sommes arrivés à la mairie, il n'y avait ni eau, ni électricité, ni route...*» annonce la mairie de la seconde plus grande commune de France en superficie. Sous son majorat, St-Paul revit.

Passionné de sport, il crée un complexe sportif de grande qualité et dote sa ville d'une piscine olympique. Il lance un programme de logements sociaux et en même temps développe le tourisme balnéaire. Sur la frange littorale de St-Gilles, le Club Méditerranée, le VVF et d'autres chaînes hôtelières s'installent. Il se passionne également pour l'histoire de sa ville ; il réhabilite les sites des premières implantations françaises, accueille les restes du poète Leconte de Lisle au cimetière marin et écrit lui-même une histoire de la ville «*Berceau d'un peuplement*».

En 1983 il est élu sénateur de la Réunion. Adhérent du groupe Rassemblement Pour la République, il est membre de la commission des affaires sociales et intervient vigoureusement dans les débats sur l'outre-mer français.

BENARD

Il meurt le 2 février 1987 d'une crise cardiaque et repose au cimetière marin, non loin de Leconte de Lisle.

LES MANGEURS DE RIZ

«A la Réunion, terre française où le riz est l'aliment de base, s'amalgament ou se heurtent les aspects de ces divers fonctionnements de la pensée. De ce fait, est née une entité au comportement pas toujours bien compris de ceux qui ne font que passer. En chaque Réunionnais, ces tendances s'affrontent, ignorées par une éducation, un enseignement à l'occidentale. D'où, au point de vue scolaire, certains décalages, certaines incompétences, certains résultats décevants...»

Paul Bénard, St-Paul de la Réunion
Berceau d'un peuplement

Bibliographie

St-Paul, *Berceau d'un peuplement*, 1985

Source

A. Poher, Président du Sénat, *Discours nécrologique*, 1987

Photo : Paul Bénard (*Archives Départementales de la Réunion*)



Léonus BENARD

10 janvier 1882 - 23 janvier 1952

**Industriel
Sénateur-maire de Saint-Louis
Président du Conseil Général**

Fils de Jules Elysée Bénard, commerçant et agriculteur, et de madame, née Isnard, Léonus Bénard est né à la Rivière-St-Louis le 10 janvier 1882. Bénard père, au tournant du siècle, achète des actions de Pierrefonds. A la mort de son père, Léonus achète toutes les actions de l'usine. Marié en 1906 avec Fernande Abel, il aura 7 enfants, 5 filles et 2 garçons. Au lendemain de la guerre 1914-1918, le sucre se vend bien. Ce sera le commencement de la fortune...

Le 13 février 1917, il installe une distillerie de rhum à Pierrefonds. En 1921, le voilà propriétaire de l'usine. Et puis, en 1922, il prend la grande décision de sa vie: il achète le fleuron du domaine K/Véguen, l'usine du Gol. L'opération réussira au-delà des espérances : en 1925, la société «*Léonus Bénard et Compagnie*» contrôle les usines de Pierrefonds, du Gol et des Casernes.

Il se laissera tenter par la politique: le 7 décembre 1919, il est élu conseiller municipal de Saint-Louis sur la liste de Pierre Payet. Débuts modestes : il n'obtient que 1351 voix alors que la tête de liste en obtient 1523... Mais il est désigné, le 18 décembre, 1er adjoint de sa commune natale. Il a 37 ans. Le 21 décembre, il est élu conseiller général. L'apprenti politicien montera vite en grade: après la démission de Pierre Payet, en janvier, il est élu le 17 février 1924 maire de Saint-Louis. Réélu en 1925, 1927 et 1929, il démissionnera le 7 juillet 1930 de ses fonctions de maire et de conseiller municipal. Le 10 août, il est remplacé au sein du conseil par son frère Jules (dit «Bébé») et le 17 août 1930 Augustin Hoareau devient le nouveau maire de Saint-Louis.

Le 19 août 1928, il est élu sénateur par 198 voix sur 219 votants pour succéder à Jules Auber décédé. Réélu le 27 octobre 1929 (par 222 voix sur 231 votants) il est également porté à la présidence du Conseil Général ! le voilà, à 47 ans, industriel, maire, sénateur et président... C'est trop pour un seul homme, d'où sa démission du conseil municipal de Saint-Louis. Réélu (sans être candidat) président du Conseil Général le 30 octobre 1931, il déclinera d'ailleurs le poste, ce qui permettra à Adrien Lagourgue de retrouver un siège qu'il avait occupé de 1920 à 1929. Léonus Bénard n'abandonnera pourtant jamais le Palais Rontaunay, où il sera réélu en 1925, 1931 et 1937. Avec les députés Gasparin et Brunet, Léonus Bénard domine donc la vie politique locale des années 30. Membre du groupe de la « Gauche Démocratique » au

BENARD Léonus

Sénat, il parraine en 1932 la constitution du PARDS (Parti d'Action Républicain, Démocratique et Social), un mouvement que préside Ludovic Revest et dans lequel on retrouve le journaliste Henri Vavasseur, l'industriel Rieul Dupuis (le gendre de Léonus Bénard), le planteur Roger Payet et le futur député communiste Raymond Vergès. Le programme: refus de la démagogie, rejet de la « réaction » et une devise: « *ne pas servir les politiciens, mais une politique...* »

Promoteur de la route de Cilaos, vice-président de la Chambre d'Agriculture (depuis janvier 1922), président du syndicat des fabricants de sucre, bâtisseur des premières cités ouvrières (autour de l'usine du Gol), à l'origine de la création de l'APECA (Association pour la Protection de l'Enfance Coupable et Abandonnée), Léonus Bénard sera un fervent partisan du « contingentement » du sucre de canne. Ce système de répartition de la production frappe une usine en pleine croissance: Quartier-Français. Son président, René Payet, se déchainera contre son collègue, qualifié de « César ». Il ira même défier le sénateur dans son propre fief aux cantonales de 1937... Ironie du destin: l'une des filles de Léonus Bénard épousera l'un des frères de René Payet.

Réélu sénateur de la Réunion le 23 octobre 1938, il sera absent lors du vote des pleins pouvoirs à Pétain, le 10 juillet 1940. Il s'était retiré dans le Midi de la France pendant la durée de la guerre. C'est la fin de sa carrière politique

Après la guerre, installé à Paris, il ne se rendra à la Réunion que pour de courts séjours. Il quitte son île natale pour la dernière fois le 6 septembre 1951. Officier de la Légion d'Honneur depuis août 1951, il s'éteint à Paris le 23 janvier 1952, à l'âge de 70 ans. Ses obsèques se dérouleront en l'église Notre-Dame de Passy, le samedi 26 janvier. Ses restes mortels seront inhumés le mercredi 16 avril 1952 au cimetière de la Rivière-St-Louis.

L'ESPRIT D'ENTRAIDE

Le prolongement de la voie ferrée, la création de pêcheries, la construction de l'usine hydroélectrique, toutes ces questions à peine amorcées prouvent que notre vieille colonie n'est pas parvenue au dernier stade de son évolution et qu'elle offre encore un champ d'activité très vaste à ceux qui savent oser. Nul n'est mieux qualifié que Mr Léonus Bénard pour présider à l'exécution de ce programme... Sa vie suffit à prouver que le conservatisme et la routine ne sauraient aujourd'hui prévaloir contre le progrès, l'esprit d'entreprise, l'inlassable effort vers le mieux et vers l'idéal. »

Le Peuple - 20 août 1928

Sources

« Le Mémorial de la Réunion » (Ed. Martinsart); Journaux « Le Peuple » et « Le Progrès » (1928-1952) (Archives Départementales); Témoignages de Mme Eglantine Payet et de M. Jules Bénard.

Illustration : Léonus Bénard (Archives Familiales)

BF



Achille **BERG**

8 décembre 1901 - 12 juin 1976

Docteur en médecine
Chirurgien chef de service au CHD
Président du Conseil de l'ordre
des médecins

Fils d'Adrien Berg et de Paula Sers, Achille Berg est né le 8 décembre 1901 à Sainte-Suzanne de la Réunion. Issu d'une famille d'officiers de marine, établie à la Réunion depuis 1811, il est le petit-fils du Docteur Achille Berg, chirurgien de la Marine Impériale, qui s'est illustré par ailleurs dans des rapports de zoologie et botanique et laissa son nom à une orchidée réunionnaise. Son oncle Evariste Berg fut un des héros du combat de Camerone.

Après ses études secondaires au lycée Leconte de Lisle de Saint-Denis, il y travaille pendant un an comme répétiteur, puis part faire ses études de médecine à Montpellier, muni d'une bourse de la colonie. Etudiant doué et travailleur, il est reçu troisième au P.C.N., ancêtre du certificat préparatoire aux études médicales et aura le même succès à tous ses examens les années suivantes. Il revient dans la colonie en février 1928 et ouvre un cabinet de médecine générale à Saint-Denis, et une polyclinique le 16 juin 1935, où il travaille en association avec le Docteur Fauvette puis le Docteur Lapière.

Mais dès 1932 il apporte sa collaboration à l'administration. Le 25 août 1932, il est nommé médecin du lycée Leconte de Lisle, tâche qu'il poursuivra jusqu'au transfert de ce lycée au Butor en 1970. Le 28 août 1933, il est nommé médecin suppléant de la section chirurgie de l'hôpital Félix Guyon. Il devient chirurgien titulaire le 7 juin 1937 en remplacement du Docteur Deramond, oncle de son épouse.

Quand vinrent "les jours redoutables de la guerre 1939-1945", le gouverneur de Madagascar fit, selon le Docteur Berg, une véritable rafle de tout ce qu'il y avait de médecins à la Réunion. Mais à la demande du gouverneur de la Réunion, en tant que chef de service, il fut mobilisé sur place. Il devra par ailleurs assumer de nombreuses fonctions. Médecin-visiteur de la Maternité Coloniale du 27 février 1939 au 1^{er} août 1950, professeur à l'école d'infirmières dès sa création le 16 octobre 1948, il devra aussi assurer l'intérim de la direction de la Santé du 25 novembre 1945 au 19 juillet 1946.

En 1962, il est nommé à la présidence du Conseil de l'ordre des Médecins, en remplacement du Docteur Roger Serveaux qui succédait lui-même à Gabriel Martin, poste qu'il occupera jusqu'à sa mort le 12 juin 1976. En août 1967, il est fait chevalier de la Légion d'honneur.

BERG Achille

Le Docteur Achille Berg se définissait lui même comme "*médecin-charnière*" entre la médecine moderne voire de confort que nous connaissons de nos jours, et une époque où la situation sanitaire de l'île est dramatique et où quelques omnipraticiens doivent faire face à toutes les situations, de l'appendicite à la cataracte, en passant par des trépanations et des césariennes, et pratiquer une médecine d'urgence essentiellement avec des moyens très limités.

Marié le 26 décembre 1933 à Paule Martin, nièce du Docteur Gabriel Martin, le Docteur Achille Berg était père de 7 enfants.

Et s'il eut la grande douleur de voir son fils unique cruellement handicapé, il eut peut-être la satisfaction de voir ses filles le suivre dans la voie qui était la sienne, puisqu'il eut 3 filles médecins et 5 gendres également.

OPERER

"L'anesthésie, ce n'était pas là encore tout le drame pour les chirurgiens de l'époque. Le drame, c'est qu'il n'existait point un seul spécialiste dans l'île, et qu'il fallait tout faire.

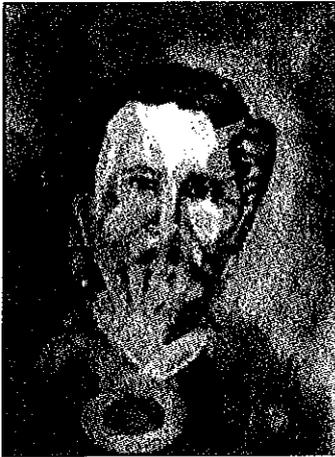
Oui, il fallait tout faire, et on ne pouvait faire autrement : cela nous valait des nuits d'étude sans relâche, où l'on préparait l'opération du lendemain, quand ce n'était pas celle du surlendemain, lorsqu'elle était très importante. On devait prendre toutes les responsabilités, sans cette impression réconfortante et lénitive de l'existence au-dessus de vous d'un grand patron auquel on aurait pu envoyer les cas inextricables. Aussi, souvent, c'était avec un pincement au cœur qu'on entrait dans cette salle d'opérations, par certains matins.

Docteur Achille Berg,
discours prononcé lors de son départ à la retraite en 1966

Source

Archives familiales

Illustration : A. Berg (*Archives Familiales*)



Evariste **BERG**

13 février 1834 - 13 juin 1864

Héros de Camerone

Fils d'Alexandre-Louis Berg (1805-1874), commandant de vaisseau et d'Elisa-Antoinette Rolland (1811-1895), enseignante, Evariste Berg est né à St-Benoît le 13 février 1834. Après les années d'enfance passées sur la propriété de Dauphin Rolland à Ste-Anne, quartier de St-Benoît, son oncle, le futur général Emile Rolland l'encourage à faire une carrière militaire. Le métier des armes est une spécialité de la famille : son grand-père, Olivier-Gilles Berg (1799-1859) était capitaine de la garde nationale.

Le 18 novembre 1852, il s'engage dans l'artillerie de marine et se fait rapidement remarquer. Caporal le 21 juillet 1853, sergent le 1^{er} avril 1854, c'est comme sergent-fourrier qu'il se battra dans la Baltique et retrouve son oncle dans la campagne de Crimée. Premier incident dans sa carrière : « à sa demande », il passe au 1^{er} Zouaves en 1855 comme simple soldat et recommence son cursus militaire. Caporal le 1^{er} août 1856 puis sergent en avril 1859 — des galons durement gagnés en Afrique. Il se bat partout : front italien, l'Afrique d'octobre 1859 à septembre 1860 puis la Syrie...

Deuxième incident dans sa carrière : le 7 novembre 1861, un décret met Evariste Berg en « non activité ». Sa démission est acceptée le 23 juin 1862. Pour quelles raisons ? Il s'engage dans la légion étrangère et redevient simple soldat le 25 décembre 1862 dans la campagne d'Afrique. Puis il part pour le Mexique sauver l'aventure impériale et catholique de Napoléon III. Et la légion va s'illustrer au combat et gagnera l'immortalité à Camerone. « *Ce ne sont pas des hommes, ce sont des démons* » avoua l'ennemi. Sur le monument qui y fut par la suite érigé, on grava ces mots : « *Ils furent ici moins de soixante*

*Opposés à toute une armée,
Sa masse les écrasa.
La vie plutôt que le courage
Abandonna ces soldats français
Le 30 avril 1863. »*

Parmi les cinq héros rescapés, Evariste Berg blessé et fait prisonnier. Il en fera le rapport au colonel Jeanningros : « *La 3^e du 1^{er} (régiment étranger) est morte, mon colonel, mais elle en a assez fait pour que parlant d'elle, on puisse dire : elle n'avait que des bons soldats.* »

BERG Evariste

Evariste Berg meurt peu après un duel avec un compatriote à Orizaba le 13 juin 1864 ; non sans avoir reçu l'hommage de l'empereur Maximilien à qui il avait encore raconté, avec son dernier souffle, le combat de Camerone. A l'initiative de son oncle, le général Rolland, il fut enterré dans le monument de Cameron. Son père, Louis Berg, directeur du port de Nemours devait mourir dix ans plus tard, le 29 octobre 1874.

LE SERMENT DE CAMERONE

« Les blessés commençaient à être nombreux. On ne pouvait les secourir et ils brûlaient sous les feux du soleil, de la fièvre et de la soif. De temps à autre, tristement, on les regardait supporter sans se plaindre leurs terribles souffrances. Pas un cri ne sortait de leur poitrine brûlante. L'un d'eux, le caporal Berg, faisant signe de la main, dit à un camarade, répétant le serment prêté à leur chef préalablement : « tu sais, jusqu'au dernier... »

Abbé Lanusse, *les Héros de Camerone*. »

Source

Abbé Lanusse, *Les Héros de Camerone*, Flammarion. Képi blanc, n° 133, mai 1958

Illustration : Evariste Berg (*La Réunion des Grands Hommes*, CLIP)

MS



Joseph BERTHO

29 février 1856 - 11 juin 1919

Journaliste

Fils du négociant Zacharie Bertho et de Marie-Elisa Nau, Joseph-Marie Bertho est né le 29 février 1856 à St-Denis. Il partit au lycée Henri IV à Paris où il fit de brillantes études, obtenant notamment le prix du Discours Français au Concours Général. Il voulait écrire et faire carrière dans la littérature mais son père en décida autrement. Sur injonction paternelle, il mit fin à ses études pour rentrer au pays et reprendre l'affaire familiale. Joseph Bertho sera marchand. Il raconte qu'il pleura toutes les larmes de son corps quand il quitta Paris.

Joseph Bertho eut tôt fait de mener l'entreprise à la faillite. *"Il était organisé pour faire des affaires comme le cordonnier d'en face pour être pape"*. Il perdit tout, fors l'honneur car il s'acquitta scrupuleusement de toutes ses dettes.

Vengeance contre la tyrannie paternelle ou pas, l'occasion était trop bonne pour ne pas s'adonner à sa passion : écrire. Il décida de commencer une nouvelle vie dans le journalisme. Il entra au *Journal du Commerce* d'Onésime Delval où il signe Jacques Paganel. Son style charmant et boulevardier lui fit une réputation d'humoriste. Il affligea son patron d'un retentissant Zéronime qui fit bien rire. A la mort du journal en 1884, il entra au *Créole*, le premier quotidien réunionnais à 10 centimes. Essuyant un refus d'augmentation, il claqua la porte en 1893 pour prendre la direction du *Petit Journal*. Tandis que *Le Créole* mourait lentement, *Le Petit Journal* fut le premier organe de presse à dépasser le seuil record de 2 000 exemplaires. Pour de basses raisons matérielles, on lui refusa un certain nombre de moyens auxquels il prétendait avoir droit. Il quitta *Le Petit Journal* pour fonder *Le Journal de l'île de la Réunion*, son journal, en décembre 1898.

Le Journal suscita par sa belle santé de féroces convoitises politiques et Bertho n'hésita pas à le saborder le 14 décembre 1909 pour empêcher qu'il ne tombe en d'autres mains. Il créa alors *Le Nouveau Journal de la Réunion* le 8 décembre 1909. Il y mit sa griffe et la population dégusta avec joie ses chroniques fines (mélis-mélos).

En 1913, le doyen de la presse locale fait l'unanimité. *"Bertho est l'ami de tous : les haines électorales et les rancunes politiques sont restées impuissantes devant sa sereine philosophie et son pessimisme gouailleur"* écrit la *Revue de la Réunion* dans son numéro du 26 juillet 1913. Sa vie est réglée. Le journalisme c'est l'affaire du matin. Il passe l'après-midi dans sa villa à la Montagne à rêver sous les filaos.

BERTHO Joseph

Le 11 juin 1919, il s'éteint dans son bureau de rédaction alors que l'épidémie de grippe espagnole fait rage en ville. Il avait 63 ans. Son *Journal* disparaîtra le 31 octobre 1920.

LE DOYEN

"Il ne connaît pas la haine et certainement la haine ne le connaît pas. Journaliste, il l'est depuis 35 ans... et si au cours de cette longue carrière, par son esprit primesautier et gouailleux il a égratigné quelques-uns, il n'a jamais nui à personne et tous, d'un côté comme de l'autre de la barricade politique d'aujourd'hui lui doivent des services."

Revue de l'île de la Réunion, 26 juillet 1913

Source

Revue de l'île de la Réunion, N°11, 26 juillet 1913

Illustration : *Le Petit Journal de la Réunion (Archives Départementales de la Réunion)*



Antoine de BERTIN

10 octobre 1752 - ~~30~~²⁵ juin 1790

Poète

Fils de François-Jacques de Bertin et de Françoise-Christine Mathieu de Merville de St-Rémy, Antoine naît le 10 octobre 1752 à Ste-Suzanne. Il est le septième enfant de ses parents qui se sont mariés à Port Louis, Isle de France en juillet 1743. Lui seul a vu le jour à Bourbon alors que ses six frères et sœurs sont nés à l'Isle de France. Son père, notaire, s'est établi à Bourbon dès le 5 novembre 1750 en qualité de «*conseiller au Conseil Supérieur de cette île, commandant et juge de police des quartiers de Ste-Suzanne, St-André et St-Benoît*». Sa femme et ses enfants vont le rejoindre à Bourbon vers la fin de 1751.

Antoine aura comme parrain Antoine Desforges Boucher, ancien gouverneur des Iles de France et de Bourbon auquel il dédiera en 1778 une longue épître. Sa mère mourra le 13 décembre 1752, deux mois après l'avoir mis au monde. Le 24 octobre 1761, il embarque sur *L'Adonis* pour la France.

A 9 ans, il est envoyé à Paris pour poursuivre ses études à la pension Colin à Picpus puis en 1768 au collège de Plessis. Sur le même bateau voyagera celui qui ne cessera d'être son ami : Evariste de Parny. Il se fait remarquer en décrochant le prix d'honneur de la classe de troisième. Son père qui entre temps s'est remarié avec Hélène Péau, veuve Lagourgue (dont il aura 2 filles) ayant souhaité pour son fils qu'il entrât dans le métier des armes, Antoine fait ses débuts au régiment d'Artois. Depuis 1770 il a une liaison avec Catherine Sentuary qu'il idéaliserait sous le nom d'*Eucharis*. Elle a 5 ans de plus que lui et elle est mariée à Jean-Louis Testart.

En 1773 il fait ses vrais débuts poétiques dans *L'Almanach des Muses*. Ses *Elégies* connurent un vif succès et furent même appréciées par la reine Marie-Antoinette. Il mena selon les habitudes de l'époque grand train de vie qui entama sa fortune et sa santé. Il dissipa sa jeunesse dans les plaisirs — alcools, péché de chair et filles légères. En 1777, paraît sa première plaquette *Le Voyage de Bourgogne* dédiée à Parny.

En 1778 paraît *L'Épître à Desforges Boucher*. En même temps et chez la veuve Duchesne, Evariste de Parny sort «*Les Poésies Erotiques*». Le livre de Parny sera un succès littéraire et Bertin apprendra à vivre dans l'ombre de son talentueux compatriote.

de BERTIN

Si la reine pouvait régler ses problèmes d'argent, il en allait autrement pour ses problèmes de santé. Le 6 novembre 1779, il est promu capitaine de cavalerie au régiment d'Artois. En 1781, il est écuyer du comte d'Artois. En 1780, paraît *Les Amours*, recueil de 38 élégies chantant sa passion pour Eucharis. La mort de Catherine, le 24 avril 1738 à l'âge de 36 ans, frappe douloureusement le poète.

Les événements de Paris en 1789 l'obligent à partir pour St-Domingue où il doit épouser Hélène de Lestang, une jeune créole rencontrée dans la capitale. Bertin tombe mystérieusement malade à la veille de son mariage. Il meurt 17 jours plus tard le 30 juin 1790 d'un typhus. Il a 38 ans.

«Je n'ai plus d'Eucharis, que m'importe la vie ?
O nuit, viens dans ton ombre ensevelir mes yeux !
Je n'ai plus d'Eucharis ; après sa perfidie
Je ne veux plus revoir la lumière des cieux».

A. de Bertin, *Élégie II*, Paris, 1879

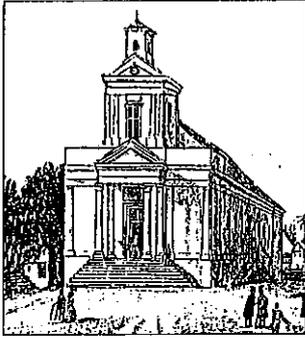
Bibliographie

- *L'Épître à Desforges Boucher*, 1778
- *Amours*, 1780
- *Élégies*, 1782
- *Poésies et Oeuvres Diverses*, 1879

Source

R. Barquissau, *Les Poètes Créoles du XVIII^e siècle*, Paris, Jean Vigneau

Illustration : Antoine Bertin (*Archives Départementales de la Réunion*)



Jean-Nicolas **BERTRAND**

7 décembre 1807 - 3 novembre 1843

Curé de St-Benoît

Jean-Nicolas Bertrand est né le 7 décembre 1807 à Moyen-Moutiers près de Saint-Dié dans les Vosges. Fortement influencé par son oncle le général bonapartiste Bertrand, il hésita longtemps entre la carrière militaire et la vocation ecclésiastique.

Est-ce parce que son père avait acheté le vaste couvent de Moyen-Moutiers qu'il sentit des dispositions pour l'appel religieux ? Mais on sait avec certitude qu'il eut un jour entre les mains un prospectus du père Bertout de la congrégation du Saint-Esprit envoyée dans tous les diocèses pour recruter le clergé des colonies françaises. Avec l'accord de son évêque, il part pour étudier la théologie au séminaire du Saint-Esprit. Il eut l'insigne honneur après sa formation, en 1832, de se voir offrir une chaire d'enseignant dans la maison et une place dans le conseil de la congrégation.

En 1835, un de ses proches, l'abbé Poncelet fut nommé préfet apostolique de l'île Bourbon. Ce dernier, connaissant les qualités de pédagogue du père Bertrand sollicita du père Bertout la permission d'emmener son protégé dans l'île lointaine. Ils embarquèrent de Brest le 17 juin 1835 sur la gabarre de guerre *l'Isère* (capt. Henri). À bord se trouvaient également les abbés Philippe, Goater et Typhaigne ainsi que cinq religieuses de St-Joseph de Cluny. Ils arrivèrent après un exténuant voyage — via Rio de Janeiro — à l'île Bourbon près de quatre mois plus tard, le 9 octobre.

Le préfet apostolique désirait nommer le père Bertrand vice-préfet pour l'épauler dans sa tâche, mais, arrivé dans l'île il fut obligé de lui confier la paroisse de Saint-Benoît.

Desservie par un prêtre hollandais à la santé chancelante et s'expliquant de façon médiocre en français, la paroisse de St-Benoît comptait près de 15 000 habitants. Le père Poncelet installa lui-même le nouveau curé le 30 octobre 1835 et ne se priva pas de dire combien il lui en coûtait de ne pas bénéficier du concours précieux du père Bertrand.

Le père Bertrand conçut le projet de construire une église plus vaste pour St-Benoît. La première pierre fut posée le 27 septembre 1840 par le gouverneur de Hell. Le chantier de l'église fut mené à bien par le père Bertrand. L'inauguration donna lieu à une fête militaire et religieuse.

BERTRAND Jean-Nicolas

Très proche des défavorisés et à l'aise avec de beaux esprits (M. Dejean de la Batie l'appelait "*la bibliothèque vivante de la colonie*"), le père Bertrand sut séduire par son naturel simple et sa grande intelligence. On lui voua, de son vivant, une affection qui s'apparentait à un culte. Quand il mourut le 3 novembre 1843, les Bénédictins voulurent l'enterrer dans "*son église*". Le directeur de l'Intérieur, le baron de Roujoux s'y opposa formellement. Qu'à cela ne tienne, dans la nuit, une fosse fut creusée dans l'église, dans la chapelle de la Vierge, et le père Bertrand enterré. Alors que dans une chapelle ardente, un cercueil, lesté de pierres, reçut l'hommage public.

Il y eut une cérémonie funèbre grandiose suivie d'une inhumation émouvante. Mais le secret fut bien (?) gardé. La "*supercherie*" fut "*découverte*" plus tard et les autorités s'appliquèrent à l'étouffer. Trop de représentants de l'administration se trouvaient compromis.

LE GOUVERNEUR ET LA PREMIERE PIERRE

* Dimanche dernier, 27 septembre 1840, M. le contre-amiral de Hell, gouverneur, a posé la première pierre de notre église. Cette imposante cérémonie avait attiré dans ce quartier un grand nombre d'étrangers qui, à deux heures de l'après-midi, se pressaient avec la population de notre vaste commune, sur la place où déjà étaient creusées les fondations de la nouvelle église. Rien n'avait été oublié de ce qui pouvait donner à cette cérémonie une pompe extérieure; analogue à ce qu'il y avait d'auguste dans son objet.

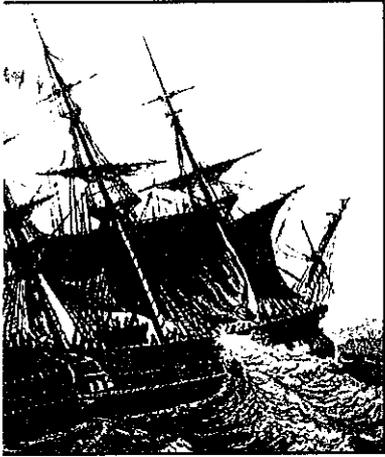
M. le Gouverneur, accompagné de M. le Premier adjoint de la commune, qui représentait le maire absent pour cause de maladie, et suivi de MM. l'Ordonnateur et le Directeur de l'Intérieur, des membres du Conseil municipal, du Commandant de la milice, du Juge de paix, du Commissaire de police, de l'Ingénieur communal et de plusieurs conseillers coloniaux, s'est rendu sur les lieux, escorté d'une compagnie de milice. Il y a été reçu par M. le Préfet apostolique et M. le Curé de la paroisse, qui, à la tête d'un nombreux clergé, ont conduit M. le Gouverneur et son cortège à l'endroit où doit être construit le maître-autel et où se trouvait élevée, dès la veille, une grande croix de bois. *

L'Indicateur Colonial, samedi 8 octobre 1840

Source
Almanach religieux du diocèse.

Illustration : Eglise de St-Benoit (ADR)

MS



Jean-Baptiste **BIBERON**

25 octobre 1767 - 19 juillet 1826

Capitaine de marine marchande

Fils de Charles Biberon et de Marie Baudoin, Jean-Baptiste naquit le 25 octobre 1767 à Bordeaux. Marin depuis 1780, il vint s'installer à l'Isle de France en 1794. Non seulement fut-il enseigne sur le corsaire *L'Uni* mais il prit diverses participations dans le financement des vaisseaux engagés dans la guerre de course. Il en profita également pour faire son premier voyage d'affaires à Bourbon en 1786.

Le 14 janvier 1796, il épousa à l'Isle de France Marianne Deniau, veuve Chelin, et mère de cinq enfants de son précédent mariage. Quelques mois seulement plus tard, le couple divorça le 30 octobre 1796. A la surprise de tous, les deux divorcés décidèrent de se remarier. Ce qui fut fait le 14 janvier 1798. La rupture fut encore une fois consommée le 17 mai 1801 «*pour cause d'incompatibilité d'humeur et de caractère*». Entre temps, le couple avait eu le temps d'avoir trois enfants : Jeanne, née le 9 août 1796, Jean-Baptiste, né le 4 juillet 1798 et Jacques, né le 10 avril 1800. Les deux fils seront marins comme leur père.

Après son deuxième divorce, Jean-Baptiste Biberon passa avec succès, le 12 juillet 1804, son examen pour commander les bâtiments de commerce.

A la suite de la conquête anglaise des îles de France et de Bourbon en 1810, il retourna à Bordeaux, sa ville natale. Malgré l'opposition de sa famille, il épousa le 14 avril 1813 sa propre nièce, Marie Birouleau, fille de sa sœur Jeanne. Ils auront quatre enfants : Aimée, née le 17 juin 1813, Amédée, né le 20 octobre 1815 et Emilien, né le 1^{er} avril 1817, tous trois à Cadillac ; Louis-René, né le 17 juillet 1823 à St-Paul fut le seul à voir le jour à Bourbon.

Installé définitivement à Bourbon, sa femme et ses enfants vont le rejoindre en 1821. La famille Biberon fera souche à la Réunion.

Jean-Baptiste Biberon mourut à St-Paul le 19 juillet 1826. Sa première femme décéda à Port-Louis le 10 novembre 1821. La cascade Biberon à la plaine des Palmistes perpétue le souvenir de cette famille.

BIBERON

LES BIENS DE BIBERON

Jean-Baptiste apporte comme part au mariage : un noir de caste Mozambique, nommé Lindor, âgé d'environ dix-huit ans, charpentier, estimé la somme de trois cents piastres effectives ; une montre à boîtier d'or ; une chaîne de montre aussi en or ; une paire de boucles d'argent à souliers et deux couverts d'argent, estimés ensemble soixante piastres. Ses nippes, linges et gardes à son usage, estimés à cinq cent cinquante piastres effectives. Plus la moitié indivise d'une maison, rue du Sentier. D'autre part, il dote la future d'une somme de trois cents piastres.

Les biens apportés par Marianne Deniau au mariage consistent en ses reprises résultant de la communauté qui a existé entre elle et Henry Chelin, dont un inventaire avait été fait par Maître Balu et son confrère, notaires à l'Île de France ce 26 Frimaire de l'An Quatre (17 décembre 1795), et en la moitié indivise d'une maison, rue du Sentier. D'autre part il a été stipulé une sorte de contrat en faveur du survivant de la valeur de deux cents piastres en linges, gardes ou en argent.

Contrat de mariage, 28 décembre 1798
devant Maître Boudeville

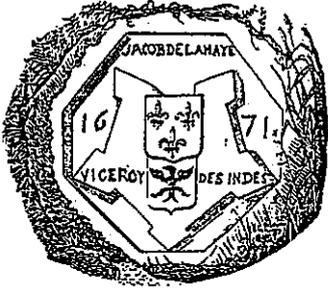
Source

Revue Cercle Généalogique de Bourbon, n° 27

Illustration : Le St-Géran (A. Roussin, *Album de la Réunion*)

Jacob BLANQUET DE LA HAYE

? - 30 juin 1677



Vice-roi des Indes
Auteur de la première «constitution»
de l'île Bourbon

Peu de choses sont connues de la première partie de la vie de Jacob Blanquet de la Haye. Il fut nommé capitaine de cavalerie dans un régiment de Mazarin puis, en 1661, maître de camp. Il fut par la suite gouverneur de Saint-Venant et colonel du régiment de la Fère. Sa bonne réputation militaire lui permit de jouer un rôle considérable dans l'aventure de la Compagnie des Indes, créée en 1664, pour assurer la puissance commerciale et militaire française dans la Mer des Indes.

Le 5 décembre 1669, Jacob Blanquet de La Haye fut nommé à Saint-Germain-en-Laye, gouverneur et lieutenant-général pour le Roi "dans l'île Dauphine (Madagascar) et dans toutes les Indes". Un mois plus tard, un arrêt de Louis XIV le nomma "Vice-Roy des Indes". On lui attribua, bien qu'il ne fût pas marin, le titre "d'Amiral des Mers du Midy". La France avait décidé de tout miser sur cet homme pour supplanter les Hollandais et les Anglais aux Indes. On lui confia une armada impressionnante : l'escadre de Perse.

L'escadre de Perse - douze vaisseaux puissamment armés - appareilla de Rochefort le 29 mars 1670, sous le commandement technique d'un marin, Turelles-Thiballier et atteignit Fort Dauphin (Madagascar) le 23 novembre 1670. Jacob Blanquet différa son débarquement de plus d'une semaine pour laisser à Mondevergue, son prédécesseur en autorité dans la zone, le temps de préparer une grandiose cérémonie de "prise de possession pour le Roy" de l'île.

Même cérémonial incongru quand il arriva le 27 avril 1671 à Saint-Denis (Ile Bourbon), accueilli par Étienne Régnault, le premier commandant de l'île. Toute la population assemblée (50 habitants) prêta serment devant Jacob de La Haye. Il prit possession de l'île (quatrième prise de possession) en grande pompe, avant de visiter les principales habitations : Saint-Paul, Sainte-Suzanne. Les 2 et 3 juin, il fit abattre les arbres "au lieu choisi pour faire quelque fortification" dont il fit "tracer le plan sur une pierre (qu'il) mit au centre de la place bien orientée". Cette pierre sera perdue et oubliée puis retrouvée plus tard en 1823 et sauvée.

Avant de repartir le 22 juin 1671, en emportant Régnault comme secrétaire particulier il fit refaire une cérémonie de prise de possession (la cinquième) avec une pierre taillée et gravée. A la place de Régnault il installa, Jacques de la Heure qui se révéla

BLANQUET DE LA HAYE Jacob

dans l'emploi un alcoolique violent. Il rédigea un mémoire (1er août 1671) dans lequel il vantait les avantages de l'île Bourbon sur Madagascar comme étape sur la route des Indes.

En septembre 1674, l'invincible escadre de Perse fut anéantie par les Hollandais aux Indes. Le mirage indien de la France s'évanouissait. L'ennemi magnanime l'autorisa à rentrer en France sur deux vaisseaux "prêtés" (le *Velse* et le *Ramequin*). Quand il s'arrêta à l'île Bourbon le 19 novembre 1674, il fallut sonner l'ancive pour demander à la population, victime de la folie meurtrière de la Heure, de redescendre sur le littoral. Le 1^{er} décembre 1674, il publia à St-Paul les 25 articles de la "première constitution de l'île". Un nouveau gouverneur fut nommé (d'Orgeret) et la Heure fut mis aux fers pour être jugé en France.

Il rentra en France le 6 mars 1675 avec de graves problèmes de santé. Le Roi ne lui tint pas trop rigueur de l'échec de sa mission. Il reprit du service dans les armées du Roi. Nommé commandant de Thionville, il fut mortellement blessé d'un coup de mousquet et mourut le 30 juin 1677.

LA PREMIERE "CONSTITUTION" DE L'ILE BOURBON (Extraits)

« Art. 14 - Que nul ne tiendra chien ni chienne, sans ordres exprés du gouverneur, et par écrit, sous peine de dix-écus d'amende pour la première fois et de punition corporelle en cas de récidive.

Art. 20 - Deffense aux François d'épouser des négresses, cela dégoûterait les Noirs du service, et deffense aux Noirs d'épouser des Blanchés ; c'est une confusion à éviter (...)

Donné à l'isle Bourbon, à Saint-Paul, le premier décembre mil six cent soixante-qualorze, par nous Jacob de Lahaye, lieutenant-général des armées du Roy, admiral, gouverneur et son lieutenant-général dans toute l'étendue des mers et pays orientaux de son obéissance.

Delahaye

Source

Père J. Barassin in *Hommes et Destin*

Illustration : Pierre de possession (ADR)

MS



Paul
BOITEAU

13 août 1901 - 7 juillet 1947

Prêtre
Curé de Cilaos

Fils d'Alexandre Boiteau, instituteur et de Louise Derré, Paul-Antoine-Julien Boiteau est né à Bouloire (Mans) le 13 août 1901. Après des études secondaires au petit séminaire de la Flèche et deux ans au grand séminaire du Mans, il choisit de servir dans la congrégation du Saint-Esprit ; elle semblait correspondre à son idéal de « *missions les plus pénibles et s'occupait des âmes les plus délaissées* ». Selon l'abbé Gérard, son directeur au Mans, « *c'est un enfant intelligent, très pieux, un peu timide et silencieux, qui ne rêve que d'apostolat chez les sauvages* ».

Après son noviciat à Orly, il fit son service militaire à Mayence (Allemagne) avant de reprendre ses études théologiques à Chevilly. Il fut ordonné prêtre le 28 octobre 1924 ; il avait 23 ans. A cause de son jeune âge, il lui fallait une dispense spéciale.

L'ordre spiritain hésitait à l'envoyer outre-mer en raison de sa santé délicate. Il fut sous-maître des novices à Orly de 1925 à 1927. Mais il insistait tellement pour partir qu'on accéda à sa demande. Il fut envoyé à la Réunion en 1927.

En 1928, Monseigneur de Beaumont, évêque de la Réunion demanda au père Mage d'ouvrir un petit séminaire à Cilaos. Les garçons qui y étaient admis se destinaient, pour certains, au sacerdoce, alors que d'autres souhaitaient bénéficier de la qualité de l'enseignement dispensé. Le père Boiteau faisait partie du personnel encadrant du petit séminaire et son nom y restera à jamais associé. Arrivé comme sous-directeur du petit séminaire, il succède au père Mage comme supérieur et comme curé de Cilaos en 1934.

Il fit construire la nouvelle église de Cilaos, point de repère architectural dans le cirque. C'est Monseigneur de Langavant qui en dessina le plan et la première pierre fut posée le 13 juin 1937 par l'entreprise Caro.

D'une énergie inlassable, il parcourait le cirque de Cilaos à pied : de Palmiste Rouge par le sentier du Brûlé marron, à Bras Sec, depuis le fond de l'Aloès près de la Rivière St-Louis à Cilaos (village). Lorsque la maladie le surprit, les prêtres du séminaire découvrirent son dénuement matériel : il n'avait ni manteau, ni tricot de laine pour l'habiller. Mais dans sa chambre, ils découvrirent autre chose : « *Tout un inventaire d'objets de pénitence usagés, cachés soigneusement, mais tous usagés. Il y avait une chaîne de fils barbelés qu'il passait comme une ceinture à certaines périodes ; une*

BOITEAU Paul

corde doublée par un de ses bouts, avec les traces du sang ; un collier garni de pointes... »

Il mourut le 7 juillet 1947 à l'âge de 46 ans. Son nom a été donné à la rue principale de Cilaos, celle qui conduit à l'église. Le père Berthou prendra sa succession comme curé et supérieur du petit séminaire.

CONFÉRENCIER DE TALENT

« Les neuf-dixièmes de sa vie, père Boiteau les aura vécus dans l'accomplissement humble et effacé d'une tâche de curé de paroisse ordinaire, réalisant de façon extraordinaire, bien que silencieusement le plan de Dieu sur lui. Ce qui ne l'empêcha pas d'être, en même temps, supérieur de petit séminaire et conférencier aux talents insoupçonnés »

Père Jean Hoareau in *Le Père Boiteau*

Source

Jean Hoareau *Le Père Boiteau, Réunion Média, 1997*

Illustration : Paul Boiteau (*Coll. privée*)



**Michelle
de BONNEUIL
(née SENTUARY)**

25 mars 1748 - 26 décembre 1829

Agent secret

Fille de Jean Sentuary, avocat et procureur général au Conseil Supérieur de Bourbon arrivé dans l'île en 1738 et de Marie-Catherine Caillou, Michelle Sentuary voit le jour le 25 mars 1748 à St-Denis. Elle est la seconde fille d'une fratrie qui compte trois garçons et trois filles. Le 9 novembre 1752, sa mère meurt *en couches* en mettant au monde Joseph-Louis-Paulin ; la famille Sentuary rentre alors en France.

Pour "*briller dans le beau monde*", Michelle épouse Nicolas Cyrille Guesnon de Bonneuil, premier valet de chambre du comte de Provence, futur Louis XVIII. Le mariage a lieu le 20 janvier 1767 à Bordeaux. Michelle devenue Madame de Bonneuil peut entrer à la cour, mais elle ne peut se contenter de si peu ; d'ailleurs on y vante "*son intelligence et sa beauté*". Ne voulant pas être femme de valet elle décide de devenir reine des "*nuits enjouées*". Elle fait partie des "*berceuses*" du riche et obèse financier Nicolas Beaujon. Sa beauté est remarquée dans les fêtes fastueuses de l'hôtel d'Evreux — actuel Palais de l'Élysée — de son gros protecteur.

Veuve pendant la Révolution, elle brûle ses nuits au cénacle de Feuillancourt, en compagnie de ses compatriotes Parny et Bertin. Egérie d'André Chénier, elle devient la *Camille* infidèle du poète. On la retrouve ensuite dans les bras du duc de Chartres, grand maître de la franc-maçonnerie.

Mettant à profit ses relations et son charme, elle décide de vivre dangereusement. Elle sera espionne. Royaliste, elle complotte en 1791 avec les chevaliers du Poignard pour tenter d'enlever la famille royale, malgré la réticence du roi Louis XVI. Arrêtée et emprisonnée pendant la Terreur, elle échappe par miracle à la mort. Sa sœur, Madame d'Eprémessnil, est guillotinée le 18 mai 1794, après son mari, lui même guillotiné le 21 avril 1794. Mais elle continuera. Cazalès, ancien constituant passé dans la contre-révolution lui fera découvrir le frisson de l'intrigue. Il lui fera également un enfant : Amédée Despans de Cubières.

Elle change de nom au gré de ses missions et use efficacement de ses charmes pour les intérêts de la France. Sous le nom de code *Jeanne Riflon*, elle est agent de renseignement royaliste sous le Directoire. Elle sera agent double, servant tantôt l'Angleterre, tantôt Bonaparte, tantôt Talleyrand, vendant ses secrets aux plus offrants



Gaëtan **BONNIER**

3 décembre 1857 - 29 octobre 1944

**Premier général aviateur
de l'armée française**

Fils d'Eugène-Constant-Marc Bonnier et de Marie-Elisa Henriette de Pindray d'Ambelle, Gaëtan Bonnier est né à St-Leu le 3 décembre 1857. Comme son frère aîné, Eugène, il va choisir la carrière militaire et entrera à Polytechnique.

Polytechnicien (promotion de 1877), il participe comme officier d'artillerie de marine à la conquête du Soudan français. De 1883 à 1892, il se bat avec bravoure sous les ordres du colonel Archinard. Blessé et décoré pour faits de guerre à Ouossébungou en 1883, il est fait officier de la Légion d'honneur en 1892. Il a 35 ans. Rentré en France, il est attaché à la direction de l'artillerie au ministère de la Marine. Il apprend la mort héroïque de son frère Eugène le 15 janvier 1894 et décide de retourner au Soudan.

Nommé chef de cabinet civil et militaire du gouverneur général de l'Afrique Occidentale Française (AOF), il se fait un devoir de ramener en 1896 les cendres d'Eugène et de ses hommes massacrés. Nommé colonel en 1900, il enseignera à l'École Supérieure de la Marine avant de diriger le laboratoire central de la marine. Successivement il est inspecteur des fabrications d'artillerie navale, commandant du 2^e régiment d'artillerie coloniale, puis commandant supérieur de la défense de Dakar. Il rentre en France pour commander le 3^e régiment d'artillerie coloniale, puis la brigade d'artillerie coloniale. Puis il va découvrir l'avion...

Nommé général de brigade en 1908, il passe son brevet de pilote (n° 137). Gaëtan Bonnier devient ainsi le premier général aviateur de l'armée française. Nommé au commandement supérieur des troupes de l'AOF, il va révolutionner la tactique militaire en y introduisant l'aviation. Pendant la guerre de 14-18, il participe à la bataille de la Somme à la tête de la 16^e Division coloniale. Grand-officier de la Légion d'honneur sur le front en 1916, il termine sa carrière en 1919 comme commandant des forces de l'AOF. Après un pèlerinage à Fort Bonnier, il rentre en France pour s'adonner à l'écriture. Il meurt au Cannet (Alpes-Maritimes) le 29 octobre 1944.

LA MORT DU HÉROS DE TOMBOUCTOU

« La nuit se passe sans incidents. Quelques instants avant l'aube, à quatre heures du matin, le 15 janvier 1894, au moment où le colonel Bonnier debout, ainsi que ses officiers, prend ses dispositions de départ, une centaine de cavaliers touaregs et d'innombrables fantassins se jettent sur nos troupes avec la violence extraordinaire qui est le propre de leur manière de combattre. Nos sentinelles en éveil renversent les premiers assaillants sans pouvoir arrêter leur masse. Après une courte et vaillante résistance, dans laquelle plusieurs chefs touaregs et un grand nombre de guerriers sont tués ou grièvement blessés, nos tirailleurs, appartenant pour la plupart à la 5^e compagnie de Djenné, nouvellement formée, sont dispersés tandis que le commandant de la colonne, entouré de ses officiers, tombe avec eux sous les coups de l'ennemi. »

Général Gaëtan Bonnier (frère cadet du colonel Eugène Bonnier).

Bibliographie

L'Occupation de Tombouctou

Source

M. Serviabile, *La Réunion des Grands Hommes*, coll. Indigotier coll. ARSTC/CLIP, 1996

Illustration : Gaëtan Bonnier (ADR)



Pierre Eugène **BONNIER**

4 février 1856 - 15 janvier 1894

Militaire

Le 4 février 1856 naît à la Chaloupe St-Leu Marie-Adolphe-Pierre-Eugène, fils d'Eugène-Constant-Marcel Bonnier et Henriette-Ferdinande-Elisa de Peindray d'Ambelle. Après des études primaires dans l'île natale, il est envoyé au lycée à Marseille puis il entre à l'Ecole Polytechnique. Alors commence pour le jeune Réunionnais une brillante carrière militaire.

Sorti de Polytechnique le 1^{er} octobre 1875, il fut versé comme sous-lieutenant dans l'infanterie de marine. Il fut affecté successivement en Nouvelle-Calédonie en 1878 puis au Soudan en 1882 pour des relevés cartographiques.

Il connaît son baptême du feu en 1888 au Tonkin où il affronte des pirates. En 1893 le lieutenant-colonel Bonnier repart au Soudan pour affronter le chef de guerre Samory et maintenir la présence française dans cette partie de l'Afrique. Aide de camp du général Borgnis-Desbordes, il est appelé en catastrophe au commandement supérieur du Soudan français, le colonel Combes pressenti pour assurer l'intérim pendant l'absence du colonel Archinard étant tombé malade.

L'occupation de Tombouctou conçue par Faidherbe en 1864 comme l'aboutissement indispensable de la politique soudanaise de la France, est réalisée par Bonnier plus tôt que prévue. En effet le lieutenant de vaisseau Boiteux, commandant la flottille du Niger, au mépris de l'interdiction formelle d'Archinard et de Bonnier quitte Mopti pour Tombouctou en novembre 1893. Avec une poignée d'hommes, il convainc, le 16 décembre, le chef Amsa de placer la ville sous la protection française. Mais éloigné de ses bases, ce corps expéditionnaire est menacé par les Touaregs. Bonnier se porte à son secours. Il quitte Ténétou le 13 décembre et en 15 jours parcourt plus de 1100 km en marchant 18 heures par jour. Il ne peut empêcher le massacre du détachement de Léon Aube le 28 décembre mais arrive à temps à Tombouctou. Le 10 janvier 1894, à la tête d'un escadron de spahis sénégalais et de deux compagnies de tirailleurs, il entre dans «*la ville interdite*». Boiteux est puni pour insubordination.

Informé que la colonne de Joffre qui tentait de rallier la ville était à son tour menacée, il prend la tête d'une expédition pour le prévenir et le secourir. Mais c'est lui qui est encerclé à Tacoubao. Le 15 janvier 1894, à court de munitions, sa petite troupe est massacrée et Bonnier est tué d'un coup de lance.

BONNIER

Joseph Joffre, le futur vainqueur de la Marne qui commandait le 5^e génie au Soudan, remontera jusqu'au champ de bataille le 8 février mais ne trouvera pas de survivants. Mais la bravoure de Bonnier n'aura pas été vaine. En mars 1894, les Touaregs sont battus. Le 16 juin 1895 un décret créa le gouvernement général de l'Afrique Occidentale Française (AOF) dans laquelle est intégré le Soudan. Chaudié en sera le premier gouverneur. Le nom de Bonnier sera donné à une fortification (Fort Bonnier) et son souvenir reste attaché à l'histoire de l'Afrique de l'Ouest. Son frère cadet continuera la carrière militaire dans la zone avec le grade de général. L'allée Bonnier à St-Denis perpétue sa mémoire.

«Le 9 février, quand nous sommes arrivés à Taçoubao, nous avons trouvé tous les corps des Européens à peu près groupés. Ils étaient vraisemblablement là où ils sont tombés et ils n'ont pas été martyrisés. Nous avons été plusieurs à reconnaître le colonel Bonnier à la forme de son crâne et à sa haute stature. Il était couché sur le dos».

Joseph Joffre

Source

Ph. Héduy, *Histoire de l'Afrique*, Paris, 1985

Photo : Eugène Bonnier entrant à Tombouctou



Jean-Baptiste
BORY de ST-VINCENT

6 juillet 1778 - 22 décembre 1846

Naturaliste

Geneviève-Jean-Baptiste-Marcellin fils de Gérard Bory de St-Vincent, directeur de la ferme des Tabacs, est né à Agen le 6 juillet 1778. Son enfance fut marquée par la Révolution : la perte de l'emploi du père, la famille réfugiée chez son grand-père maternel, Journu Aubert, l'absence de cursus scolaire après la fermeture des collèges catholiques, l'emprisonnement du père et du grand-père. Ce même grand-père lui donna la passion pour les sciences naturelles. Mettant à profit sa fuite dans les Landes, le jeune Jean-Baptiste commença son premier herbier. A la fin de la Terreur, toute la famille réintégra la belle demeure du grand-père Aubert, et Jean-Baptiste s'installa dans la bibliothèque. Il lut Buffon, Linné et Jussieu. L'autodidacte commença à écrire des mémoires qui furent remarqués et récompensés.

En 1797, il s'engagea dans l'armée de l'Ouest comme médecin aide-major en Bretagne, avant de commander un détachement à Belle-Ile. Grâce à Lacépède, il fut nommé botaniste dans l'expédition de Nicolas Baudin qui quitta le Havre, le 19 octobre 1800, à la demande du premier consul pour l'Australie. Il épousa, juste avant le départ, Anne de la Thébaudais, native de Rennes. Il avait alors 22 ans.

Le voyage se passa fort mal, et à l'escale de l'Isle de France en mars 1801, Bory décida, comme une partie de l'équipage et de l'équipe scientifique, de rester à terre. Le gouverneur Magallon de la Moirière s'empressa de le prendre dans son état-major et le chargea d'une mission de repérage à la Réunion. Bory arriva dans l'île le 12 août 1801 à bord de la goélette *Petite Fanny*. Il se passionna pour la flore, la faune et la géologie de l'île. A pied, il visita la plaine des Chicots, St-Benoît, le Grand Etang, tout le sud de l'île de la Réunion et fit deux expéditions au volcan, "*la montagne ignivome*". C'est lui qui nomma les principaux éléments du relief : plaine des Osmondes, piton Faujas, cratère Dolomieu. Et pour faire bonne mesure, son ami Jouvancourt donna son nom au sommet le plus élevé : le cratère Bory qui culmine à 2 631 m. Pour lui, nul doute, la Réunion "*c'est le plus beau pays du monde*" écrivit-il à Joseph Hubert.

Pendant longtemps, la description qu'il fit du volcanisme réunionnais resta de brûlante actualité.

Le 5 décembre 1801, il quitta la Réunion pour l'Isle de France par la même *Petite Fanny*. Il rentra en France via Ste-Hélène et retrouva son régiment à Rennes pour des campagnes héroïques. Il délaissa quelque peu ses travaux pour l'ivresse de l'épo-

BORY de ST-VINCENT Jean-Baptiste

pée napoléonienne et de trop nombreuses liaisons galantes. Son *"Voyage dans les Principales Iles des Mers d'Afrique"* parut en 1804, grâce au labeur de son ami Léon Dufour.

A la chute de l'Empire, en 1814, il rallia le camp des Bourbon, mais rejoignit l'empereur durant les Cent-Jours et se comporta en héros. Après Waterloo et le retour de Louis XVIII, il fut condamné à l'exil, et se cacha en Belgique et en Prusse. Epris de l'actrice Maria Gros, il écrivit des comédies pour sa nouvelle conquête qui lui donna deux filles. Gracié en 1820, il retourna à Paris. La mort de son épouse en 1823 ne modifia pas sa vie dissipée. Il fit 3 ans de prison pour dettes, et retrouva l'activité scientifique grâce à une expédition au Péloponèse en 1829. Pendant 6 ans, il travailla également en mission en Algérie avant sa retraite en 1840 avec le grade de colonel. Commandeur de la Légion d'honneur et membre de l'Académie des Sciences, il mourut à Paris le 22 décembre 1846, au 6 rue de Buci.

BLESSER L'ORTHOGRAPHE

"Petit de taille, incliné de côté avec la prétention d'être droit, teint pâle, décoloré, physionomie vive et mobile, humeur gaie, enjouée, passionné pour la musique et fredonnant très bien tous les airs, infiniment d'esprit naturel, remarquable facilité de parole sans être pourtant bavard, grâce exquise pour conter une histoire ou une anecdote...}. Ambitieux de titres qu'il usurpait parfois, écrivant bien d'un premier jet et au galop, mais blessant parfois l'orthographe, quoique marié vivant en garçon, faisant des maîtresses et des dettes partout..."

Léon Dufour

Bibliographie

Voyages dans les principales îles des mers d'Afrique (Ténérife, Maurice, Bourbon et Ste Hélène)

Source

Albert Lougnon, *Voyage à l'île de la Réunion de B. de St-Vincent*, Paris, Ed. Larose, 1962.

Illustration : B. de St Vincent (Jibé)



Claire **BOSSE**

18 juin 1899 - 1er février 1995

Femme de lettres

Fille de Rémy Chatel, pharmacien de la faculté de Paris et de Claire Mac-Auliffe, la fille du Dr Jean-Marie Mac-Auliffe, Claire Chatel est née le 18 juin 1899 à St-Denis.

Elle grandit dans un milieu aisé en écoutant sa nénéne Charline lui parler, en créole, du vieux pays Bourbon.

Elle quitte la Réunion en 1919, juste après la Grande Guerre, pour Madagascar. Alors que l'île natale était endeuillée par la grippe espagnole, Claire Chatel épouse Louis Bosse, nommé dans le génie civil à Fianarantsoa. Elle n'avait pas 20 ans. Fils du Dr Jules Bosse, son mari était l'arrière-petit neveu de l'amiral Vincent Bosse.

Elle découvre une vie différente, faste et sauvage dans la brousse malgache : parties de chasse, cocktails et les couleurs de l'Imerina. En 1940, des ennuis de santé la forcent à rentrer à la Réunion. Son mari, resté à Tamatave pour poursuivre sa carrière coloniale, meurt en 1942. Claire Bosse s'enfonce dans le deuil. Mais paradoxalement cet événement fera d'elle une femme publique : elle écrit. Le public réunionnais découvre avec plaisir une conteuse agréable s'exprimant dans la langue de la petite patrie (le créole) et dans celle de la grande patrie (le français).

En 1953, paraît chez Cazal *le Grenier du pays Bourbon*. L'accueil du public est éminemment favorable. Elle s'essayera ensuite au roman ; *une Colonisation ou l'idéal amour*, roman sentimental sort en 1957. Son plus grand succès, *Ça Bourbon même* sort en 1967. Ce recueil de recettes et de proverbes créoles sera plusieurs fois réimprimé.

En 1973, dans *Bourbon, terre française*, elle rendra un hommage particulier à l'île natale. Cette fine plume entre à l'Académie de la Réunion comme membre associé en 1975. L'année suivante elle signe une adaptation en créole du Docteur Knock. En 1977 enfin, elle s'attaque au mythe inusable de Granmer Kalle (grand'mère Kalle).

Elle coula une vieillesse heureuse dans sa maison de la rue de Nice à St-Denis à écrire des poèmes en français et en créole. Cousine Claire, comme on l'appelait meurt le 1er février 1995.

« Elle s'est éteinte doucement, un peu comme elle avait vécu, dans cette humilité qui est la noblesse des grandes âmes » écrit Serge Ycard, président de l'Académie de l'île de la Réunion. Son frère, Jean Chatel fut longtemps maire de St-Denis.

MON ILE

Une étoile a jailli
Et de l'ombre a surgi
Bourbon, l'île jolie, créée par l'Éternel
Et le ciel et la mer
Tous deux en un éclair,
L'ont couverte d'or, de bleu, de rares merveilles
Pays de mes aïeux
Aime de tous les dieux,
La nature vraiment l'a faite « pure perle »

Cousine Claire, 4 octobre 1974
(Revue culturelle réunionnaise, juin 1977).

Bibliographie

L'grenier d'pays Bourbon, St-Denis Cazal, 1953.
Une colonisation ou l'idéal amour, imp. Nérac 1957.
Ça Bourbon même, St-Denis, Cazal 1967.
Bourbon, terre française, Paris, Imp. Alençonnaise 1973.
Souvenir d'un pèlerinage en Terre Sainte, St-Denis, Imp. Commerciale 1977.
Grand'mère Kalle, Paris, Promotion éditions, 1977.
Claire Fontaine, St-Denis, AGM

Source

Archives familiales

Illustration : Claire Bosse (*Archives familiales*)



Vincent BOSSE

15 mai 1809 - 13 juin 1891

Vice-amiral

Fils de Jacques-Montchéry Bosse et de Hélène-Marie-Pauline Rivière, Auguste-André-Alexis-Vincent Bosse est né à St-Denis le 15 mai 1809.

Envoyé en France pour y faire ses études aux frais de la Colonie, il est admis le 12 novembre 1826 au collège de la Marine d'Angoulême. Le 7 octobre 1827, il embarque sur l'*Orion* comme aspirant de 2^e classe. Il a la chance en 1829 d'accomplir un voyage de circumnavigation sur la corvette *La Favorite*. Il passe ensuite sur le *Terpsichore* et la *Junon*. Lieutenant de frégate le 31 janvier 1832, il fait campagne à bord de la gabarre *La Vigogne* sur les côtes du Portugal et de l'Algérie. Mais son plus ardent désir est de revoir son île natale ; son vœu sera exaucé.

Il est affecté à *La Nièvre*, appelée au service de l'île Bourbon. Second à bord du transport *Le Madagascar*, il contracte le paludisme lors des séjours qu'il fait dans l'île Rouge du 14 septembre 1833 au 16 juin 1835. Il impressionnera toute l'île en ramenant héroïquement *Le Madagascar*, épave émergeante, à Lorient.

Lieutenant de vaisseau de 2^e classe le 22 janvier 1836, il fait campagne au Sénégal sur la corvette *La Dordogne*. Courageux jusqu'à l'inconscience, il entre dans la légende du Rio de la Plata en pénétrant, le premier dans une redoute argentine à la tête des forces de débarquement de *La Minerve* pour arborer, le 11 octobre 1838, le drapeau français. Le 10 février 1839, il obtient la croix de chevalier de la Légion d'honneur. Il rentre en France en décembre 1840 où on lui confie le commandement du vapeur *Tonnerre* avant de faire partie de la commission d'habillement à Paris.

Il repart dans l'océan Indien en 1842. Il prend part à des expéditions de «pacification» dans l'archipel des Comores. A bord de *La Prudente*, il explore, le premier, les côtes dangereuses de la Grande Comore (30 novembre 1844) et se livre à des travaux hydrographiques dans les îles de l'archipel. De retour en France, il est attaché au dépôt des cartes et plans, puis à la commission du matériel d'artillerie. Le 19 octobre 1847, il est promu capitaine de corvette et nommé aide-de-camp du ministre de la Marine de février à juillet 1848. La Révolution met fin à cette étape de sa carrière.

Désireux de s'initier à la vapeur, nouvelle technologie maritime révolutionnaire, il obtient le commandement d'un des premiers vaisseaux à vapeur de la flotte française : le *Prony* (320 chevaux) et part pour le Brésil et La Plata. Son équipage est victime du choléra et il doit rentrer en France.

BOSSE Vincent

Capitaine de vaisseau le 28 mai 1853, il s'illustre à Bissao puis en Crimée avant de prendre le commandement de la division navales des côtes occidentales d'Afrique en 1859 sur *le Danaé*. Fait contre-amiral le 24 décembre 1861, major-général à Toulon le 27 janvier 1862, il remplace l'amiral Jurien de la Gravière à la tête des forces navales dans le golfe du Mexique. Grand officier de la Légion d'honneur le 23 novembre 1865, vice-amiral le 4 mars 1868, membre du conseil de l'amirauté, il servira pendant la défaite de 1870 le gouvernement de la Défense Nationale.

Admis dans le cadre de réserve de 15 mars 1874, il meurt à Paris le 13 juin 1891, il avait 82 ans.

UN VRAI CHEF

«Si l'homme est l'artisan de sa destinée, nul plus que Bosse ne dut à son action et à son mérite personnel les grades et les honneurs qu'il obtint successivement. Dès ses débuts dans la marine, il brûle du désir de parvenir, et on le voit mettre, avec un esprit de suite qui ne se dément pas un instant, tous ses efforts et toutes ses facultés au service de la plus louable ambition. Ce qui domine en lui, c'est l'énergie et la volonté. Il possédait au plus haut point cette qualité maîtresse du vrai chef : la fermeté dans le commandement»

Henry Durassier
Sous-Directeur de l'Administration Centrale de la Marine, 1893

Source

Revue Maritime et Coloniale, février 1893.

Illustration : Vincent Bosse (ADR)

MS



Georges BOUSSENOT

25 juillet 1876 - 9 mai 1974

**Journaliste,
Député de la Réunion,
de Madagascar et des Comores**

Georges Boussenot est né à Paris le 25 juillet 1876. Son père industriel influent l'envoie poursuivre des études scientifiques à la Faculté des sciences de Paris, après ses études secondaires au collège Chaptal. Titulaire d'une licence, il réussit l'entrée à l'École de Santé Navale de Bordeaux en 1897. Il en sort quatre ans plus tard pour devenir médecin des troupes coloniales. Le Dr Boussenot sert dans la région du Haut Sénégal et du Niger à Dori (aujourd'hui le Burkina-Fasso). En 1904, il se fait mettre en congé sans solde puis démissionne. Sauf à la Réunion où ses adversaires politiques vont l'appeler *docteur Kaniki*, cette page de son passé médical est peu connue.

Sur les conseils de M. de Lanessan, ministre de la Marine, Georges Boussenot embrasse le journalisme. Une nouvelle vie commence pour lui. Il collabore au *Journal*, à *l'Action*, au *Siècle* et à la *Nation*. Puis il décide de créer un Bulletin colonial quotidien. En 1914 il devient co-directeur de la *Presse coloniale Illustrée*, fondée en 1906 par le Réunionnais Paul Vivien. Il en assumera seul la direction à la fin de la guerre. Il se lance dans le combat pour une meilleure représentation des colonies au Parlement et choisit la Réunion pour se lancer dans la politique active.

Aux législatives de 1909, il est battu par Augustin Archambeaud dans la 2^e circonscription. Le 26 avril 1914 il est élu. Profitant du retrait d'Archambeaud après les cantonales de 1912, il bat sans difficulté le conservateur Robert de Kerveguen. Son arrivée dans l'île et son alliance avec Gasparin, élu du nord, inaugurent des campagnes électorales animées et agitées — 14 morts et 300 blessés pour celle de 1914. Si Gasparin offrait des chapeaux aux électeurs, Boussenot offrait le dernier gadget à la mode : sa photo. Les bons mots de la campagne font le tour des buvettes et sont aussi meurtriers que les galets : Gasparin (l'homme de couleur) et Boussenot (le blanc) c'est le cocktail rhum/kina.

Il est réélu, dans une campagne calme, le 30 novembre 1919. Sa carrière politique prend fin à la Réunion après sa défaite aux législatives de 1924. Il est devancé dans un scrutin où l'île est circonscription unique avec 2 sièges, par Auguste Brunet (17 247 voix) et Lucien Gasparin (15 767 voix). S'il n'obtient que 7 883 voix, il a la consolation de passer en tête à St-Denis.

Pendant la guerre de 14-18, il est mobilisé et décroche le titre de médecin lieutenant-colonel avec une citation à l'ordre de l'armée. Il est, de 1917 à 1918, Commissaire aux effectifs de la Marine. Son travail parlementaire reprendra après-guerre.

BOUSSENOT Georges

Il s'illustrera en faisant reculer en 1920 le puissant chocolatier Ménier sur le dossier de la vanilline synthétique qui menaçait la production de vanille naturelle de la Réunion.

Il reprendra ses fonctions de journaliste et collabore à différents journaux nationaux sur des dossiers coloniaux. Élu président du Syndicat de la presse coloniale en 1912 (il le restera jusqu'en 1940) il continuera de s'intéresser à l'actualité coloniale.

Représentant de Madagascar au Conseil supérieur des colonies, il est élu député à l'Assemblée nationale constituante en 1945. Il passe ensuite aux Comores, où il se fait élire à l'unanimité des 24 membres du Conseil général comme représentant de l'archipel à l'Union française (1947-1953). Président de la Compagnie Cotonnière équatoriale, membre de l'Académie des sciences d'outre-mer et de l'Académie malgache, il meurt à Nice le 9 mai 1974.

DES REUNIONNAIS - MADAGASCARIS

« Si les circonstances de la vie ont rompu les liens directs qui vous attachaient à notre petit pays et si elles vous ont un peu séparé de nous, croyez bien que nous n'avons pas oublié les services de tous ordres que vous avez rendus à la patrie créole et en particulier à un grand nombre de nos compatriotes, pendant les dix ans que vous avez représenté l'île de la Réunion au parlement. Avec une grandeur d'âme qui a ravivé à votre endroit une sympathie qui semblait s'éteindre, vous avez continué, en collaboration étroite avec nos députés, comme délégué auprès des pouvoirs publics de la Métropole de notre grande colonie, aujourd'hui notre patrie d'adoption, à servir, avec autant de dévouement que par le passé, les intérêts des réunionnais-madagascaris. Tout récemment, pour faire échouer une mesure inique que des agents trop zélés du ministère des Colonies avaient tenté de faire prendre contre les fonctionnaires d'origine coloniale, vous avez été le premier à vous y employer. »

Allocution de M. Vally, Association des originaires et amis de la Réunion,
5 juillet 1928 à Madagascar.

Bibliographie

La France d'outre-mer participe à la guerre

L'affaire Légitimus, député de la Guadeloupe.

Rapport pour la représentation coloniale au parlement.

Source

Robert Comevin in *Hommes et Destins*

Illustration : Georges Boussenot (ADR)

MS



Pierre
BOUVET

28 novembre 1775 - 18 juin 1860

Contre-amiral

Fils de Pierre-René-Servais Bouvet de Maisonneuve et de Marie Périer d'Hauterive, Pierre-François-Henri-Etienne Bouvet voit le jour le 28 novembre 1775 à St-Benoît. Comme son père qui commanda la *Belle Poule* dans la flotte de Suffren, le jeune Pierre sera marin.

En 1787, à 12 ans, il embarqua avec son père sur le *Nécessaire* pour une campagne aux Indes. Officier de marine en 1792, il subit avec son père les rigueurs de la Révolution. Emprisonnés, ils furent libérés en janvier 1795 ; son père mourut quelques jours après cette libération. Pour oublier son chagrin Pierre Bouvet reprit la mer et le combat contre les Anglais. Capturé à plusieurs reprises par l'ennemi il connut les sinistres pontons de Plymouth.

Après la campagne de Guadeloupe, il retourne à la Réunion où il épouse en 1804 sa cousine germaine Henriette Périer d'Hauterive. Mais il n'a pas pour autant délaissé la mer. Il pratique la guerre de course contre les Anglais dans l'océan Indien sur *L'Atalante*. S'il connaît encore les prisons anglaises de Bombay, il ramène aussi de nombreuses prises aux îles de France et de Bourbon. Entre 1808 et 1809, il capture plus de 30 navires anglais avec de riches butins.

Bouvet participera à la bataille du Vieux Grand Port. C'est la dernière victoire navale française sur les Anglais et elle figurera à l'Arc de Triomphe de l'Etoile.

Remplaçant l'amiral Duperré blessé, il passe sur la frégate *Le Bellone* et conduit à la victoire l'escadre française. Mais ce glorieux fait d'armes ne fait que retarder l'irréparable. Les îles de France et de Bourbon seront conquises et occupées par l'Angleterre en 1810.

Bouvet rentre en France sur *L'Adèle* avec sa famille en août 1811 et continue son métier d'officier de marine. A bord de *L'Aréthuse* il se couvrit de gloire au Sierra Léone contre les Anglais. Mais la mort de sa fille aînée et l'état de santé de sa femme, devenue aveugle, vont le forcer à prendre sa retraite en août 1815. Il se retire à St-Servan pour oublier les fastes de l'Empire. Il est officiellement admis à la retraite en 1822 avec le grade de contre-amiral.

BOUVET

Son sens de l'engagement le conduit en 1830 à la députation de l'Ille-et-Villaine pour les Libéraux. La même année (le 28 juillet), il perd sa femme. En 1831, il est promu grand officier de la Légion d'Honneur alors que peu après son île natale le désigne pour la représenter au nouveau conseil des Colonies. Il meurt à St-Servan le 18 juin 1860. Mais il eut le bonheur d'entendre encore une fois en 1857 le cri : *Vive l'Empereur*. Napoléon III, en visite à St-Malo avait tenu à saluer le vétéran.

APRES LA VICTOIRE DU VIEUX GRAND PORT

«Salut, vainqueur ! Gloire immortelle à vous, aux braves que vous commandez ; l'esprit de la *Minerve* vous animait tous et je ne puis penser sans l'émotion la plus profonde que naguère nous combattions ensemble.
Adieu, brave Bouvet ; adieu mon ami ; oui, je suis fier de vous l'avouer aujourd'hui, cette amitié déjà dictée par tous les sentiments de convenance et d'estime, est désormais enchaînée par l'honneur».

23 septembre, à 3 heures p.m.

G. Duperré

Source

P. de Monforand, *Album de l'île de la Réunion* (Roussin), St-Denis, 1867

Illustration : Pierre Bouvet (A. Roussin, *Album de la Réunion*)



Athanase
BOUVET de LOZIER
 20 juillet 1770 - 31 janvier 1825

Gouverneur de la Réunion

Fils de Jean-Baptiste-Charles Bouvet et de Marie-Hyacinthe-Madeleine de Léaumont, Athanase-Hyacinthe est né à Paris le 20 juillet 1770. Son père était ancien gouverneur de Bourbon, la future Réunion.

En 1787, il est cadet gentilhomme. L'année suivante, il est lieutenant au régiment de la Martinique. Pendant la Révolution, il va choisir clairement son camp et se battre dans l'armée royaliste de Condé. Il décide de mettre son épée au service de l'Angleterre, alliée du roi de France. Il se battra à St-Domingue et chez les Chouans. Trahi, capturé, il sera condamné à mort pour sa participation à la conjuration de Cadoudal contre Bonaparte puis gracié. Incarcéré au château de Bouillon, il réussit à s'évader et rejoint les rangs de la résistance royale en Angleterre en 1813. Louis XVIII lui réserve en accueil chaleureux à Londres. Il va se prévaloir de cette amitié pour obtenir un poste.

"Si j'en suis réduit à quitter encore une fois la France" écrit-il à Malouet, le 18 juillet 1814, "trouvez-vous mes prétentions trop élevées si je vous parle du Gouvernement de l'île Bourbon ? Mon père capitaine de Vaisseau, l'avait occupé de 1750 à 1763 à la satisfaction du Roi et à la gloire de ses armes, mon nom n'est pas inconnu dans l'Inde... Le grade de Colonel que j'ai depuis 1796 permettrait au Roi de me nommer sans faire de jaloux".

Ses "prétentions" seront acceptées par ordonnance royale du 27 juillet 1814. Bouvet de Lozier sera nommé gouverneur de Bourbon pour "ses bons et loyaux services, sa fidélité courageuse et l'honorable prescription qu'elle lui a valu". L'escadre qui l'emmène dans l'île quitte la France le 15 novembre 1814. Au moment du départ, Bouvet, chevalier de St-Louis, décoré de la légion d'honneur reçoit le grade de maréchal de Camp. Il arrive dans l'île avec son état-major le 3 avril 1814. Sa première tâche est de négocier avec Farquhar le retour de Bourbon à la Couronne de France. Officiellement l'île est restituée le 2 avril 1815 ; c'est ce qui ressort du tête-à-tête entre les deux hommes le 30 mars 1815 à l'ancienne Isle de France. Le 6 avril, Bouvet va proclamer Bourbon terre française. "Jurons d'être fidèles au Roi" lance-t-il à la foule rassemblée sur la place d'Armes. Le 12 juillet 1815, la nouvelle du retour de Napoléon parvient à Bourbon. Puis c'est l'escadre anglaise qui le somme de remettre l'île à

BOUVET de LOZIER Athanase

l'Angleterre. Bouvet ne peut s'y résoudre et essaie de convaincre, en vain, son ami Farquhar.

Le 12 octobre 1815, il lance son fameux : "*Aux armes habitants de Bourbon*". Son audace sera récompensée, les Anglais lèveront l'ancre, surpris par tant de détermination.

Auzoux, un de ses biographes, le décrit comme "*un caractère intelligent, honnête homme, ami chaud mais irascible, obstiné, absolu, ayant l'esprit assez politique*" et "*pénétré des idées de l'Ancienne France*". Il était, semble-t-il, "*peu préparé à administrer, mal disposé au respect des lois et des textes*".

Il va, "*à la hussarde*" réorganiser l'administration et le système judiciaire pour revenir au *statu quo ante*. Militaire, il va s'occuper immédiatement de la défense de l'île et faire disparaître le laisser-aller chez les fonctionnaires. Ce faisant, il va se heurter à l'ordonnateur Marchant plus modéré. Il va d'ailleurs suspendre son subordonné. En 1817, il sera rappelé en France pour s'expliquer sur "*les actes arbitraires qu'il avait commis pendant son gouvernement*", suite aux allégations de l'ordonnateur Marchant. Il sut se défendre avec succès et sa gestion fut jugée irréprochable.

Ayant épousé le 4 octobre 1815 à Ste-Suzanne une jeune créole réputée pour sa beauté (Céfide Ange Céleste Dejean) il ne put jamais oublier Bourbon. Il écrivit en 1819 un ouvrage intitulé "*Mémoire sur mon Administration à l'île Bourbon*". Il fut tué en duel à Fontainebleau le 31 janvier 1825. Sa femme ne serait pas étrangère à cet incident. Il mourut sans postérité et fut enterré au cimetière des Juifs.

LE RETOUR AU BLANC (avril 1815)

"Nous y arrivâmes, reportant avec nous le noble pavillon blanc, qui en était disparu depuis le mois de février 1790, depuis vingt-cinq ans ! Il y fut accueilli avec enthousiasme."

Athanase Bouvet de Lozier,
Mémoire sur mon Administration de l'île Bourbon, 1819

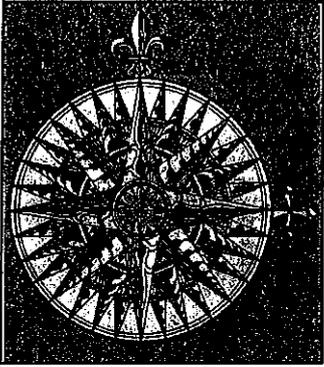
Bibliographie

Mémoire sur mon Administration à l'île Bourbon

Source

R. Lucas, M. Serviable, *Les Gouverneurs de la Réunion*, St-Denis, CRI, 1986

Illustration : Athanase Bouvet de Lozier (Jibé)



Jean-Baptiste **BOUVET de LOZIER**

14 janvier 1706 - circa 1788

**Gouverneur des îles de France
et de Bourbon**

Jean-Baptiste-Charles Bouvet de Lozier, fils de Julien Bouvet de Lozier de Beausoleil est né le 14 janvier 1706 en Bretagne.

Le 21 mars 1750 il prête serment à Paris entre les mains du chancelier d'Aguesseau comme gouverneur de Bourbon. Il aurait pris les rênes du gouvernement le 16 octobre 1750 (le 17 août 1750 affirme Azéma) jusqu'au 14 décembre 1752. Il sera gouverneur de l'île en deux nouvelles occasions : du 21 janvier 1756 au 11 juillet 1757 et du 19 octobre 1757 au 6 septembre 1763. Il sera gouverneur des îles de France et de Bourbon de février 1753 à décembre 1755.

Pendant ses mandats, il sillonna l'île dans tous les sens et saisira les autorités royales de nombreux mémoires sur l'état de la colonie. Dans l'un de ses premiers mémoires, il demandera de séparer le gouvernement des îles de France et de Bourbon. A ses yeux le développement de Bourbon passait par un gouvernement autonome. En bon marin, le gouverneur va se préoccuper de la question d'un port à Bourbon. Après avoir fait le tour de l'île, il va arrêter son choix sur St-Pierre. Il étudiera lui-même les abords du bassin saint-pierrois et fera construire des jetées pour l'abriter. C'est sous son gouvernement que va être intensifiée la chasse aux marrons.

Il développera également les communications dans l'île, en faisant construire la route de la Plaine et en prolongeant celle de St-Benoît à Ste-Rose.

L'instruction publique n'existant pas à Bourbon, le gouverneur va y remédier en favorisant l'établissement d'un collège. Il fera appel alors, aux compétences du préfet apostolique Teste en 1751. Le collège sera achevé en 1759. Mgr Teste avait aussi souhaité l'ouverture d'une institution pour jeunes filles, mais il ne sera pas suivi par la Compagnie des Indes. Bouvet de Lozier se retira dans sa propriété à Vauréal. Pour services rendus au roi et à la Compagnie, il est anobli en janvier 1774. Il s'était marié à deux reprises : avec Pauline David le 12 mars 1750, puis avec Marie-Hyacinthe-Madeleine de Léaumont dont il aura Athanase-Hyacinthe, le futur gouverneur de Bourbon. Deux filles (Marie-Antoinette et Ursuline-Pauline) naîtront de son premier mariage.

Il mourut à Vauréal (Val d'Oise) vers 1788.

UN COLLEGE POUR BOURBON

"L'établissement d'un collège à l'île Bourbon est d'une utilité si évidente qu'il n'y a eu qu'une voix au conseil lorsque j'en ai fait la proposition. Je n'ai point laissé lieu de douter, à la Compagnie, que c'était moi qui avais promis pour elle en son nom d'y concourir en fournissant de la chaux et les autres secours qu'elle peut fournir".

BOUVET de LOZIER

Source

- C. Riquebourg, *Dictionnaire Généalogique des Familles de l'île Bourbon*, Imp. de la Manutention, 1983
- R. Lucas, M. Serviable, *Les Gouverneurs de la Réunion*, St-Denis, CRI, 1986

Illustration : Rose des vents (*Les Gouverneurs de la Réunion*)



Auguste **BRUNET**

4 janvier 1878 - 7 octobre 1957

Gouverneur
Homme politique
Homme de Lettres
Ministre

Fils aîné de Louis Brunet, Auguste-Charles-Désiré-Emmanuel naquit à St-Benoît le 4 janvier 1878. Après des études secondaires dans l'île, il part à la faculté de Droit de Paris où il décroche en 1898 sa licence puis son doctorat en 1907 (*Le Régime International des Nouvelles-Hébrides*). Avocat inscrit à Paris, il entre au cabinet du ministre de l'Instruction Publique avant d'être affecté à l'organisation de l'Exposition Universelle de 1900.

Parallèlement à sa carrière dans l'administration, il participe en 1900 à la vie culturelle de la capitale et collabore à la revue littéraire *La Grande France* fondée par Marius et Ary Leblond et qui disparaît en 1903.

Séduit par une carrière politique à la Réunion, il subit un échec aux législatives du 24 mai 1906 où il est battu par François de Mahy. Il retourne alors à l'administration coloniale. Il est successivement en poste au Dahomey (30 août 1907) puis en Nouvelle-Calédonie (décret du 9 novembre 1909) où il accède aux plus hautes fonctions : gouverneur et commissaire général dans le Pacifique puis haut-commissaire aux Nouvelles-Hébrides. Quand il devient gouverneur des colonies en 1913, il a 35 ans.

Volontaire sur le front européen et moyen oriental en 1914, il est fait lieutenant et chevalier de la Légion d'Honneur en 1917. Il a la douleur de perdre deux de ses frères au combat.

Le 2 février 1918 il est lieutenant gouverneur du haut Sénégal et du Niger avant d'être affecté à Madagascar de 1922 à 1924. Il y remplit même en 1923 les fonctions de gouverneur général par intérim. Il trouve le temps de faire paraître en 1920 un recueil de vingt poèmes *Exils Dorés des Iles*.

En 1924, sollicité pour une deuxième aventure politique à la Réunion, il «cède au vibrant appel venu de tous les points de l'île vers l'enfant du pays... à l'injonction qui monte de la race et qui sort des tombeaux».

Il est élu député le 11 mai 1924 en compagnie de Gasparin devant Boussenoit de près de 10 000 voix. Il sera réélu à plusieurs reprises (1928, 1932, 1936). Il est sous-secrétaire d'Etat aux Colonies dans les gouvernements Steeg (1930-1931) et Sarraut (1933).

BRUNET Auguste

En 1940 après la victoire des Allemands, il choisit de s'installer en zone libre où il est maire de la commune de Cabanac-Villagrans. Il refuse d'être désigné maire par l'administration du maréchal Pétain et préfère donner sa démission. Mais ayant voté les pleins pouvoirs à Pétain en 1940, il est écarté de la vie politique.

Brunet se consacre alors aux activités culturelles. A l'occasion du centenaire des *Poèmes Antiques* de Leconte de Lisle et de *Poèmes et Paysages* de Lacauzade en 1952, il publie l'ouvrage souvenir *L'Offrande*. En 1954, il est élu à l'Académie du Var.

Réhabilité en 1953 avec d'autres parlementaires qui avaient voté les pleins pouvoirs à Pétain, il abandonne tout engagement politique. Il meurt à Toulon le 7 octobre 1957.

Obscur et doux chemin du Champborne, je sais
Que les lents filaos versent leurs ombres roses
Sur la chaude poussière où se sont effacés
Les pas de mon enfance au cœur vivant des choses !

A. Brunet, *Exils Dorés des Iles*, Paris, 1920

Bibliographie

- Poésie • *Exils Dorés des Iles*, 1920
• *L'Offrande*, 1952

- Histoire • *Jules Simon et le problème de la constitution coloniale*, 1945
• *Trois cents ans de colonisation française à l'île Bourbon*, 1948

Source

H. Foucque, *Les Poètes de l'île Bourbon*, Paris, 1966

Photo : A. Brunet (*Archives Départementales de la Réunion*)



**Louis
BRUNET**

24 juillet 1846 - 26 décembre 1905

**Journaliste et notaire
Sénateur maire
Président du Conseil Général**

Louis-Pierre-Joseph-Emmanuel Brunet naquit le 24 juillet 1846 à St-Denis. Il est le fils de Charles Brunet, avoué et conseiller général.

La guerre de 1870 va contrarier ses études de notariat engagées sur les traces de son père. Engagé volontaire dans l'armée de la Loire, il vit mal la défaite comme ses compatriotes Juliette Dodu et le capitaine Lambert, héros de Bazeilles.

De retour à la Réunion il retrouve son cabinet de notaire à St-Benoît avant de s'engager dans le combat politique. Il sera conseiller général puis maire de St-Benoît en 1881 avant de prendre à quatre reprises la présidence du Conseil Général.

Adversaire du Crédit Foncier — «une société d'accaparement (qui) ruine les petits planteurs» — il a donné l'exemple de la résistance en créant une usine sucrière subventionnée par la commune.

Louis Brunet se lance également dans l'aventure de l'écriture. En tant qu'historien il fait revivre les personnages et les grands moments du passé de l'île : les Francs-Créoles et Ripaud de Montaudevert. Il dirige une publication culturelle, la *Revue Bourbonnaise*. Journaliste, il se lance dans l'éducation politique des masses. Dans ses journaux (*Le Journal des Communes* et *Le Ralliement*) il défend les idées républicaines et le suffrage universel.

Aux législatives du 20 août 1893 il est élu. Au parlement il sera l'apôtre de «*La Plus Grande France*» et un des membres du lobby de la conquête de Madagascar en 1895. Fondateur de la «*Ligue des Droits Coloniaux*» il se bat aussi pour «*la bienveillance généreuse*» de la France pour les peuples conquis.

Réélu en 1898 et en 1902, ses idées progressistes étonnent : abolition de la peine de mort, création d'un ministère des Colonies de plein exercice.

Le 8 janvier 1905 il est élu sénateur en remplacement de Théodore Drouhet décédé. Au Sénat il sera premier vice-président de la commission des Affaires Extérieures et des Protectorats. Son mandat sera très court. Il meurt subitement à Paris le 26 décembre

BRUNET Louis

1905 à 7 heures 30 d'une crise d'asystolie. C'est son fils, Auguste, secrétaire général des Colonies qui en informera le Conseil Général.

TESTAMENT POLITIQUE DE LOUIS BRUNET

SENAT

Paris 12 décembre 1905
5 heures du matin

Mes chers amis,

Ma dernière pensée est pour mon pays que je me suis toujours efforcé de servir en fils dévoué et en bon citoyen.

Si mon cœur a battu plus vivement, c'est de ses joies et de ses tristesses et de ces émotions communes qui m'ont lié à lui impérissablement.

Je lègue à mes fils dont j'ai voulu faire des hommes, mon amour de la chère terre natale et ma dette de gratitude infinie.

Je n'ai qu'un regret c'est de ne pas y reposer auprès des miens.

Je ne sais plus les noms de ceux qui m'ont fait du mal ni si j'ai souffert de leur injustice. Je tends mes dernières forces vers ceux qui m'ont aimé et dont les images restent dans mon cœur.

Je donne à la ville de St-Benoît le buste qui m'a été offert par souscription, en témoignage du dévouement que j'ai apporté à la cause des petits et de la fidélité de mon souvenir.

Louis Brunet

Bibliographie

- *Histoire de l'Association des Francs-Créoles de l'Île Bourbon*
- Ripaud de Montaudevert, *Scènes de la Révolution*
- *L'Abbé Dermont*, Episode de la Commune
- *La France à Madagascar (1815-1895)*, Etude historique et politique
- *L'Œuvre de la France à Madagascar*
- *A Outrance* (recueil de vers sur la guerre de 1870), 1880

Source

Camille Ricquebourg, *Dictionnaire Biographique d'Outre-Mer*, Paris, Publication de l'Académie des Sciences d'Outre-Mer, 1981

Illustration : Louis Brunet (*Archives Départementales de la Réunion*)



Sully Jacques **BRUNET**

3 novembre 1794 - 6 janvier 1858

Député
Homme politique

Le 3 novembre 1794 voit le jour à St-Denis, Sully-Jacques Brunet, fils de Jacques Brunet originaire de Périgueux et nouvellement arrivé dans l'île en 1790.

Le jeune Sully entre très jeune dans la vie active et devient maître clerc chez un avoué. Refusant de prêter le serment d'allégeance aux Anglais qui occupent l'île depuis le 9 juillet 1810, il préfère passer en France avec son frère et continuer le combat pour l'empereur.

Arrivé à Paris en 1812, il travaille le jour, étudie le droit la nuit et continue de vibrer aux exploits des armées napoléoniennes. En 1814, le sort des armes est défavorable à l'empereur. Sully Brunet prend les armes contre les forces coalisées qui envahissent la France. L'exil à l'île d'Elbe, le retour triomphal, les Cent Jours puis la défaite à Waterloo et le départ définitif pour Ste-Hélène ! Tous ces moments sont vécus l'arme au poing par le jeune Sully.

En 1815, ayant réussi sa licence de droit, cet antiroyaliste abandonne la France de Louis XVIII pour rentrer au pays natal. En 1817, il est substitut du procureur du Roi dans l'île qui a repris son vocable royal : *Bourbon*. La population découvre un magistrat anti-esclavagiste fidèle à l'image de rebelle contre l'autorité. Après une prise de position en faveur d'un esclave qui a tout l'air d'une provocation, il est suspendu de ses fonctions et assigné à résidence par le gouverneur Bouvet de Lozier. Cette sanction sera levée par le nouveau gouverneur Milius treize mois plus tard. Mais le jeune magistrat abandonne son poste et s'inscrit au barreau. Sully Brunet sera l'avocat des pauvres et des Noirs.

Tribun fougueux au verbe fort avec une verve juridique acquise pendant ses années de pratique professionnelle, Sully Brunet se met à dos l'aristocratie de l'île : le clan Desbassayns de Villèle. Ses convictions anti-esclavagistes vont lui apporter de solides inimitiés et de nombreux désagréments. Mais il lie son destin à celui de Nicole Robinet de la Serve et à l'association secrète des Francs-Créoles.

En 1827, il se lance dans le combat politique mais deux ans plus tard sa santé le contraint à s'exiler en France. Il vivra avec exaltation les événements de juillet 1830 et la fin des Bourbons. Les nouvelles instances politiques locales le désignent comme délégué suppléant de la colonie puis premier délégué. Sully Brunet mène à Paris une vie

BRUNET Sully

d'activiste qui embarrassé les autorités. On essaie en vain de le dissuader de rentrer à Bourbon. Il refuse plusieurs propositions dont le poste de consul général à Cuba.

Son retour à Bourbon est triomphal. Il est élu membre du Conseil Colonial. Ses convictions en matière d'émancipation embarrassent même ses amis Francs-Créoles qui les trouvent «*prématurées*», le pays n'étant «*pas mûr*» pour l'abolition de l'esclavage. Malgré les cabales, il sera plusieurs fois désigné comme délégué de la colonie.

C'est avec une joie légitime qu'il accueille la liberté octroyée aux esclaves de l'île le 20 décembre 1848. C'est son frère cadet, Auguste, directeur de l'Intérieur qui fera appliquer le décret du 27 avril 1848 prononçant l'affranchissement des esclaves et redonnant aux colonies le droit de représentation à l'Assemblée Nationale.

En 1851, il est élu député de l'île au suffrage universel. Mais ce bonapartiste de toujours sera victime du coup d'état du 2 décembre du futur empereur Napoléon III qui l'empêchera de siéger.

Déçu par la vie politique, il meurt à Paris le 6 janvier 1858.

FAITES LA REVOLUTION

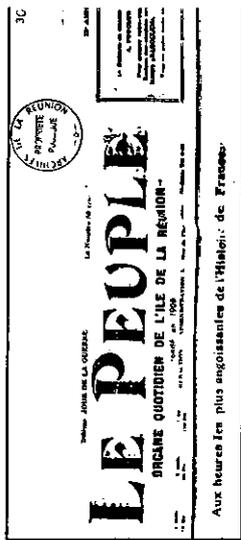
«Faites sans retard votre révolution ; le gouverneur doit craindre pour sa position, son avenir ; il faut le dominer ; arborez le drapeau tricolore ; exigez une assemblée délibérante librement élue ; appelez aux élections les hommes de couleur auxquels la loi refuse encore les droits politiques»

S. Brunet

Source

Camille Ricquebourg, *Dictionnaire Biographique d'Outre-Mer*, Paris, publication de l'Académie des Sciences d'Outre-Mer, 1981

Illustration : Esclaves marqués aux fers (J. Méyer)



17

Henri de BUSSCHERE

25 mai 1874 - 1^{er} mai 1937

**Homme de presse
Conseiller Général
Vice-président du Conseil Général**

Henri de Busschère est né le 25 mai 1874 à Paris. Arrivé jeune à la Réunion, il se lance dans le journalisme et collabore au *Journal de la Réunion* de Joseph Bertho créé en décembre 1898. Il devient ensuite le rédacteur en chef de la *Patrie Créole* d'Edmond Maigne, journal du soir créé le 25 juin 1901. Il abandonne son poste en 1907 pour s'installer à Madagascar, nouvellement conquise à la France. A Tananarive il fonde la même année *La Tribune* qui devient une institution.

En 1911, Henri de Busschère retourne à la Réunion pour diriger *La Dépêche*, quotidien de Jules Auber, ancien député, président du Conseil Général et futur sénateur. Ce journal, «organe de gouvernement dévoué aux institutions républicaines et à la laïcité» prend un essor considérable sous sa direction.

Parallèlement, il plaide avec talent à maintes reprises devant le Conseil du Contentieux. En 1912, il est nommé secrétaire de la mairie de St-Denis. Il tente avec succès une incursion dans la politique en se faisant élire conseiller général à St-Denis. En 1919, il est élu conseiller général de St-Pierre. Son crédit est tel, qu'il devient le leader des conseillers généraux du Sud-Ouest. L'année suivante, il devient vice-président du Conseil Général. Réélu en 1922 à St-Pierre, il est rapporteur du budget des Affaires Diverses et à ce titre rédige de nombreux et pertinents rapports. Il se comporte avec héroïsme pendant la terrible épidémie de grippe espagnole de 1919 et il obtient la Médaille d'Honneur des Epidémies.

En 1920, Henri de Busschère est nommé juge de paix à St-Denis. L'année suivante il quitte le secrétariat de la mairie pour celui de la Chambre de Commerce où il exercera jusqu'en 1924. Entre-temps il est fait chevalier de la Légion d'Honneur en 1923.

Il collabore au *Peuple*, le journal de Victor Fourcade et de Lucien Gasparin, fondé en mars 1908, sous les pseudonymes de *Judex* et de *Popol* de 1920 à 1924. Il trouve quand même le loisir de créer le 3 janvier 1923 le journal *La Paix* qui sera dirigé par Georges de Busschère puis par Garsault. Il annonce fièrement : «Notre programme : La Paix. Notre action : La Paix. Notre politique : La Paix.» Il compose également des pièces légères qui furent jouées. «*La Bonne Maison*» fut représentée à l'hôtel de ville de St-Denis en 1921.

de **BUSSCHERE**

Après les législatives de 1924, il retourne à Madagascar où il fonde en 1925 *Le Madagascar* et peu après *Le Madagascar Illustré*. Mais la Réunion l'attire et il revient en 1935 pour y fonder *Notre Pays*.

Chroniqueur étincelant, humoriste brillant, ses billets signés *Frigolet* ou *Zoreil* étaient lus et commentés avec délectation.

Le 2 avril 1937, il adressait un émouvant article dans *Notre Pays*, «*A mes lecteurs*». Il faisait ses adieux à la presse et à la vie. Le 1^{er} mai 1937, il mourait à bord du *Metzinger*.

Les restes mortels d'Henri de Busschère arrivèrent par le *Chantilly*. La dépouille fut saluée en gare de St-Denis par le gouverneur et les confrères de la presse. L'inhumation eut lieu le samedi 31 juillet 1937 au cimetière d'Hellbourg, «*petit village qu'il avait fait sien et où il avait manifesté le désir de reposer*».

COMME UN CHIEN

«J'entends chaque jour bon nombre de lecteurs et de lectrices se plaindre du manque d'informations de nos feuilles locales. Comment en serait-il autrement quand le Bureau de la Presse de la Direction de l'Intérieur nous fournit chaque matin comme nouvelle sensationnelle, le lever du soleil et le saint du jour.

Qu'un crime se produise demain, un événement important quelconque, nous sommes obligés de nous jeter dans la foule, de mendier à droite ou à gauche, le tuyau plus ou moins fantaisiste que tel ou tel fonctionnaire voudra bien nous jeter du haut de sa grandeur, comme l'os que l'on donne au chien qui impôtune.

Aussi comment s'étonner que nous soyons maigres, effroyablement maigres... d'informations.»

Georges de Busschère

5 juillet 1901

Source

K. Técher, M. Serviabile, *Histoire de la Presse à la Réunion*, St-Denis, Indigotier, 1991

Illustration : Le Peuple (*Archives Départementales de la Réunion*)